

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2018/15570]

27 AVRIL 2018. — Loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, et au Protocole, faits à Tokyo le 12 octobre 2016 (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, et le Protocole, faits à Tokyo le 12 octobre 2016, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

1) Chambre des Représentants (www.lachambre.be):

Documents: n° 54-2946

Rapport intégral: 14/03/2018

(2) Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 06/07/2018 (*Moniteur belge* du 27/07/2018), Décret de la Communauté française du 12/12/2018 (*Moniteur belge* du 15/01/2019), Décret de la Communauté germanophone du 28/05/2018 (*Moniteur belge* du 15/06/2018), Décret de la Région wallonne du 22/11/2018 (*Moniteur belge* du 12/12/2018), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 15/11/2018 (*Moniteur belge* du 28/11/2018).

(3) Entrée en vigueur : 19/01/2019.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2018/15570]

27 APRIL 2018. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Japan tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontwijken van belasting, en met het Protocol, gedaan te Tokio op 12 oktober 2016 (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Japan tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontwijken van belasting, en het Protocol, gedaan te Tokio op 12 oktober 2016, zullen volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 april 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: nr 54-2946

Integraal verslag: 14/03/2018

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/ het Vlaamse Gewest van 06/07/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 27/07/2018), Decreet van de Franse Gemeenschap van 12/12/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 15/01/2019), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 28/05/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 15/06/2018), Decreet van het Waalse Gewest van 22/11/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 12/12/2018), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 15/11/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 28/11/2018).

(3) Datum inwerkingtreding : 19/01/2019.

TRADUCTION

**CONVENTION ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LE JAPON
TENDANT A ELIMINER LA DOUBLE IMPOSITION
EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU
ET A PREVENIR LA FRAUDE ET L'EVASION FISCALES**

le Royaume de Belgique,
(incluant la Communauté flamande,
la Communauté française,
la Communauté germanophone,
la Région flamande,
la Région wallonne,
et la Région de Bruxelles-Capitale),
d'une part,

et

le Japon,
d'autre part,

Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une Convention tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques de fraude ou d'évasion fiscales (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'Etats tiers),

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1 **PERSONNES VISEES**

1. La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. Aux fins de la présente Convention, le revenu perçu par ou via une entité ou un dispositif considéré comme totalement ou partiellement transparent sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des Etats contractants est considéré comme étant le revenu d'un résident d'un Etat contractant, mais uniquement dans la mesure où ce revenu est traité, aux fins de l'imposition par cet Etat contractant, comme le revenu d'un résident de cet Etat contractant. Les dispositions du présent paragraphe ne doivent en aucun cas être interprétées comme limitant d'une quelconque façon le droit d'un Etat contractant d'imposer les résidents de cet Etat contractant. Aux fins du présent paragraphe, le terme « transparent sur le plan fiscal » désigne des situations dans lesquelles, en vertu de la législation fiscale d'un Etat contractant, la totalité ou une partie du revenu d'une entité ou d'un dispositif n'est pas imposable au niveau de l'entité ou du dispositif mais au niveau des personnes qui possèdent un intérêt dans cette entité ou ce dispositif comme si ce revenu, ou une partie de ce revenu, était perçu directement par ces personnes au moment de la réalisation de ce revenu ou de cette partie de revenu et ce, que ce revenu, ou une partie de ce revenu, soit ou non distribué par cette entité ou ce dispositif à ces personnes.

Article 2 **IMPOTS VISES**

1. Les impôts actuels auxquels s'applique la présente Convention sont :
 - (a) en ce qui concerne le Japon :
 - (i) l'impôt sur le revenu;
 - (ii) l'impôt des sociétés;
 - (iii) l'impôt sur le revenu spécial pour la reconstruction;
 - (iv) l'impôt local des sociétés; et
 - (v) les impôts locaux dus par les habitants(ci-après dénommés « l'impôt japonais »); et
 - (b) en ce qui concerne la Belgique:
 - (i) l'impôt des personnes physiques;
 - (ii) l'impôt des sociétés;
 - (iii) l'impôt des personnes morales;

- (iv) l'impôt des non-résidents; et
 - (v) le précompte immobilier;
- y compris les précomptes et les additionnels auxdits impôts et précomptes
- (ci-après dénommés « l'impôt belge »).
2. La présente Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

Article 3

DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
- (a) le terme « Japon », employé dans un sens géographique, désigne l'ensemble du territoire du Japon, y compris sa mer territoriale, dans lequel la législation relative à l'impôt japonais est en vigueur, et toute la zone située au-delà de sa mer territoriale, y compris les fonds marins et leur sous-sol, sur laquelle le Japon a des droits souverains conformément au droit international et dans laquelle la législation relative à l'impôt japonais est en vigueur;
 - (b) le terme « Belgique » désigne le Royaume de Belgique; employé dans un sens géographique, ce terme désigne le territoire du Royaume de Belgique, y compris la mer territoriale ainsi que les zones maritimes sur lesquelles, en conformité avec le droit international, le Royaume de Belgique exerce des droits souverains ou sa juridiction;
 - (c) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, le Japon ou la Belgique;
 - (d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
 - (e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
 - (f) le terme « entreprise » s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire;
 - (g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

- (h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- (i) le terme « national », en ce qui concerne un Etat contractant, désigne :
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté de cet Etat contractant; et
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans cet Etat contractant;
- (j) l'expression « autorité compétente » désigne:
 - (i) en ce qui concerne le Japon, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé; et
 - (ii) en ce qui concerne la Belgique, selon le cas, le Ministre en charge des Finances du Gouvernement fédéral et/ou du Gouvernement d'une Région et/ou d'une Communauté, ou son représentant autorisé;
- (k) les termes « activité », par rapport à une entreprise, et « affaires » comprennent l'exercice de professions libérales ainsi que l'exercice d'autres activités de caractère indépendant; et
- (l) l'expression « fonds de pension » désigne toute personne qui:
 - (i) est constituée en vertu de la législation d'un Etat contractant; et
 - (ii) est gérée principalement dans le but d'administrer ou de verser des pensions, des prestations de retraite ou d'autres rémunérations similaires ou pour obtenir des revenus pour le compte d'une ou plusieurs personnes gérées principalement dans le but d'administrer ou de verser des pensions, des prestations de retraite ou d'autres rémunérations similaires;à condition que cette personne soit:
 - (iii) en ce qui concerne le Japon, exemptée d'impôt au Japon sur les revenus tirés des activités visées au (ii);
 - (iv) en ce qui concerne la Belgique, contrôlée par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) ou par la Banque Nationale de Belgique ou inscrite auprès du Service public fédéral Finances belge.

2. Pour l'application de la présente Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment la législation de cet Etat contractant concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par la législation fiscale de cet Etat contractant prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat contractant.

Article 4 **RESIDENT**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat contractant, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège social ou de son principal établissement, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat contractant ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat contractant que pour les revenus de sources situées dans cet Etat contractant.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
 - (a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
 - (b) si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;
 - (c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;
 - (d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent de déterminer d'un commun accord l'Etat contractant duquel cette personne est réputée être un résident aux fins de la présente Convention, eu égard au lieu où se situe son siège social ou son principal établissement, ou son siège de direction effective, au lieu où elle a été constituée en société ou en toute autre forme juridique, et à tout autre facteur pertinent. En l'absence d'un tel accord, cette personne est considérée comme n'étant un résident d'aucun des Etats contractants aux fins de l'application des articles 6 à 21.

Article 5
ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
 - (a) un siège de direction;
 - (b) une succursale;
 - (c) un bureau;
 - (d) une usine;
 - (e) un atelier; et
 - (f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :
 - (a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - (b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition;
 - (c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - (d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
 - (e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité non mentionnée aux alinéas (a) à (d), à condition que cette activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire; ou
 - (f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas (a) à (e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Le paragraphe 4 ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée ou détenue par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation dans le même Etat contractant et

(a) lorsque l'une de ces installations constitue un établissement stable pour l'entreprise ou pour l'entreprise étroitement liée en vertu des dispositions du présent article, ou

(b) lorsque l'activité d'ensemble résultant du cumul des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire,

à condition que les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

6. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, mais sous réserve des dispositions du paragraphe 7, lorsqu'une personne agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise et, ce faisant, conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont

(a) au nom de l'entreprise, ou

(b) pour le transfert de la propriété de biens appartenant à cette entreprise ou pour la concession du droit d'utiliser de tels biens ou des biens que l'entreprise a le droit d'utiliser, ou

(c) pour la prestation de services par cette entreprise,

cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat contractant pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

7. Le paragraphe 6 ne s'applique pas lorsque la personne qui agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant exerce dans le premier Etat contractant une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour l'entreprise

dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe en ce qui concerne chacune de ces entreprises.

8. Aux fins du présent article, une personne est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une est sous le contrôle de l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les cas, une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société), ou si une autre personne détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent des droits ou participations effectifs (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société) dans la personne et l'entreprise.
9. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue la législation de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

Article 7
BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat contractant, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices qui sont attribuables à l'établissement stable conformément aux dispositions du paragraphe 2 sont imposables dans l'autre Etat contractant.
2. Aux fins du présent article et de l'article 23, les bénéfices qui sont attribuables dans chaque Etat contractant à l'établissement stable mentionné au paragraphe 1 sont ceux qu'il aurait pu réaliser, en particulier dans ses opérations internes avec d'autres parties de l'entreprise, s'il avait constitué une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues, compte tenu des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés par l'entreprise par l'intermédiaire de l'établissement stable et des autres parties de l'entreprise.
3. Lorsque, conformément au paragraphe 2, un Etat contractant ajuste les bénéfices qui sont attribuables à un établissement stable d'une entreprise d'un des Etats contractants et impose en conséquence des bénéfices de l'entreprise qui ont été imposés dans l'autre Etat contractant, cet autre Etat contractant procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui a été perçu sur ces bénéfices dans la mesure nécessaire pour éliminer la double imposition de ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent si nécessaire.
4. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8
NAVIGATION MARITIME ET AERIENNE

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat contractant.
2. Nonobstant les dispositions de l'article 2, une entreprise d'un Etat contractant est exemptée, en ce qui concerne l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international, dans le cas d'une entreprise de la Belgique, de l'impôt sur les entreprises japonaises et, dans le cas d'une entreprise du Japon, de tout impôt similaire à l'impôt sur les entreprises japonaises qui serait établi en Belgique après la date de signature de la présente Convention.
3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9 **ENTREPRISES ASSOCIEES**

1. Lorsque
 - (a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
 - (b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat contractant – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat contractant, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat contractant si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat contractant procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, un Etat contractant ne peut rectifier les bénéfices d'une entreprise de cet Etat contractant dans les circonstances visées dans ce paragraphe au-delà d'un délai de dix ans à compter de la fin de la période imposable au cours de laquelle les bénéfices qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient été réalisés par cette entreprise sans les conditions visées dans ce paragraphe.

Article 10 **DIVIDENDES**

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. Toutefois, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant sont aussi imposables dans cet Etat contractant selon la législation de cet Etat contractant, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des dividendes.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant

si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de cet autre Etat contractant et est :

- (a) une société qui a détenu, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes pendant la période de six mois prenant fin à la date à laquelle le droit au dividende est déterminé; ou
 - (b) un fonds de pension, à condition que ces dividendes soient tirés des activités visées à l'article 3, paragraphe 1, alinéa (i), (ii).
4. Les dispositions du paragraphe 3, alinéa (a), ne s'appliquent pas dans le cas de dividendes payés par une société qui a droit à une déduction au titre des dividendes payés à ses bénéficiaires lors du calcul de son revenu imposable au Japon.
 5. Les dispositions des paragraphes 2 à 4 n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
 6. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions ou autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus qui sont soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident.
 7. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société distributrice est un résident, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
 8. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat contractant ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat contractant ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat contractant, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat contractant.

Article 11 **INTERETS**

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. Toutefois, les intérêts provenant d'un Etat contractant sont aussi imposables dans cet Etat contractant selon la législation de cet Etat contractant, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant lorsque :
 - (a) ces intérêts sont payés par une entreprise de cet Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est une entreprise de cet autre Etat contractant;
 - (b) le bénéficiaire effectif est un fonds de pension qui est un résident de cet autre Etat contractant, à condition que ces intérêts soient tirés des activités visées à l'article 3, paragraphe 1, alinéa (I), (ii);
 - (c) le bénéficiaire effectif est le Gouvernement de cet autre Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou collectivité locales, sa banque centrale ou toute institution détenue en totalité par ce Gouvernement ou cette subdivision politique ou collectivité locale ; ou
 - (d) le bénéficiaire effectif est un résident de cet autre Etat contractant et qui se rapportent à des créances garanties, assurées ou indirectement financées par une institution détenue en totalité par le Gouvernement de cet autre Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.
4. Les dispositions du paragraphe 3 ne s'appliquent pas aux intérêts déterminés par référence aux recettes, ventes, revenus, bénéfiques ou autres flux de liquidités du débiteur ou d'une personne liée, aux changements de valeur de tout bien appartenant au débiteur ou à une personne liée, ou à tout dividende, toute distribution de société de personnes ou tout montant analogue payé par le débiteur ou une personne liée.
5. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous les autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat contractant d'où proviennent les revenus. Les revenus visés à l'article 10 et les pénalisations pour paiement tardif ne sont cependant pas considérés comme des intérêts aux fins du présent article.
6. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat contractant. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat contractant où l'établissement stable est situé.
8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont

seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12 ROYALTIES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et dont le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat contractant.
2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.
3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
4. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat contractant. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat contractant où l'établissement stable est situé.
5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13 GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions d'une société ou de droits ou participations similaires, tels que des droits ou participations dans une

société de personnes, une fiducie (ou un trust), sont imposables dans l'autre Etat contractant si, à tout moment au cours des 365 jours qui précèdent l'aliénation, ces actions, droits ou participations similaires tirent, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent de leur valeur de biens immobiliers, tels que définis à l'article 6, situés dans cet autre Etat contractant, à moins que les actions, droits ou participations similaires soient négociés sur un marché boursier reconnu spécifié à l'article 22, paragraphe 8, alinéa (b), et que le résident et les personnes liées à ce résident possèdent au total au maximum 5 pour cent de la catégorie concernée d'actions ou de droits ou participations similaires.

3. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que des biens immobiliers, qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat contractant.
4. Les gains qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international par cette entreprise, ou de tous biens, autres que des biens immobiliers, affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans cet Etat contractant.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes précédents du présent article ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14 **REVENUS D'EMPLOI**

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat contractant, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat contractant si :
 - (a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant la période imposable considérée ;
 - (b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas un résident de l'autre Etat contractant ; et
 - (c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat contractant.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat contractant.

Article 15

TANTIÈMES

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent mutatis mutandis aux rétributions reçues en raison de l'exercice de fonctions qui, en vertu de la législation de l'Etat contractant dont la société est un résident, sont traitées comme des fonctions d'une nature similaire à celles exercées par une personne en sa qualité visée dans ce paragraphe.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les dispositions de l'article 14 s'appliquent mutatis mutandis aux rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant visé au paragraphe 1 reçoit d'une société qui est un résident de la Belgique au titre de son activité journalière de direction ou de caractère technique, commercial ou financier, comme s'il s'agissait de rémunérations qu'un employé tire d'un emploi salarié et comme si les références à l'« employeur » à l'article 14, paragraphe 2, alinéas (b) et (c), étaient des références à la « société ». Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également aux rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant tire de son activité journalière en tant qu'associé dans une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident de la Belgique.

Article 16

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions de l'article 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat contractant.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions de l'article 14, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

Article 17

PENSIONS ET RENTES ALIMENTAIRES

1. Sous réserve des dispositions de l'article 18, paragraphe 2, les pensions et autres rémunérations similaires dont le bénéficiaire effectif est un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat contractant. Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant si elles proviennent de cet autre Etat contractant.
2. Les paiements périodiques, y compris les sommes destinées à subvenir aux besoins d'un enfant, effectués en raison d'un divorce ou d'une séparation et payés par un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat contractant. Toutefois, ces paiements ne sont

imposables dans aucun des Etats contractants si la personne physique qui effectue ces paiements n'a pas droit à une déduction au titre de ces paiements lors du calcul de son revenu imposable dans le premier Etat contractant.

Article 18 **FONCTIONS PUBLIQUES**

1. (a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat contractant ou à cette subdivision politique ou collectivité locale ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

(b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet autre Etat contractant et si la personne physique est un résident de cet autre Etat contractant qui :
 - (i) possède la nationalité de cet autre Etat contractant; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet autre Etat contractant à seule fin de rendre les services.

2. (a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués ou auxquels ils contribuent, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat contractant ou à cette subdivision politique ou collectivité locale, ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

(b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat contractant et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 19 **ETUDIANTS**

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans le premier Etat contractant, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de ce premier

Etat contractant. L'exemption prévue par le présent article ne s'applique à un stagiaire que pendant une période n'excédant pas un an à compter de la date à laquelle il commence pour la première fois sa formation dans le premier Etat contractant.

Article 20

CONTRATS D'ASSOCIATION ANONYME (TOKUMEI KUMIAI)

Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, tous les revenus et gains reçus par un associé passif qui est un résident de la Belgique au titre d'un contrat d'« association anonyme » (*Tokumei Kumiai*) ou d'un autre contrat similaire sont imposables au Japon conformément à sa législation si ces revenus et gains proviennent du Japon.

Article 21

AUTRES REVENUS

1. Les éléments de revenu dont le bénéficiaire effectif est un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat contractant.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis à l'article 6, paragraphe 2, lorsque le bénéficiaire effectif de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
3. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le résident visé au paragraphe 1 et le débiteur ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des revenus mentionnés au paragraphe 1 excède celui qui aurait été convenu entre eux en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des revenus reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 22

DROIT AUX AVANTAGES

1. Sauf dispositions contraires du présent article, un résident d'un Etat contractant ne peut bénéficier des avantages accordés par les dispositions de l'article 10, paragraphe 3, de l'article 11, paragraphe 3 ou de l'article 12, paragraphe 1, que si ce résident est une « personne admissible », telle que définie au paragraphe 2.
2. Un résident d'un Etat contractant n'est une personne admissible que si ce résident est:
 - (a) une personne physique;
 - (b) le Gouvernement de cet Etat contractant, une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou sa banque centrale;

- (c) une société, si sa principale catégorie d'actions fait régulièrement l'objet de transactions sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus;
 - (d) une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres établi et réglementé en tant que tel en vertu de la législation de cet Etat contractant;
 - (e) un fonds de pension, à condition que:
 - (i) à compter du début de la période imposable au cours de laquelle la demande d'avantage est introduite, plus de 50 pour cent des bénéficiaires, membres ou participants du fonds de pension soient des personnes physiques qui sont des résidents de l'un ou l'autre des Etats contractants; ou
 - (ii) plus de 75 pour cent des cotisations versées au fonds de pension proviennent de résidents de l'un ou l'autre des Etats contractants qui sont des personnes admissibles;
 - (f) un organisme constitué en vertu de la législation de cet Etat contractant et géré exclusivement à des fins religieuses, caritatives, éducatives, scientifiques, artistiques, culturelles ou publiques, uniquement si la législation fiscale de cet Etat contractant prévoit que ses revenus sont en tout ou en partie exemptés d'impôt ou que cette personne n'est soumise à l'impôt que sur certains types de revenus; ou
 - (g) une personne autre qu'une personne physique si des résidents de l'un ou l'autre des Etats contractants qui sont des personnes admissibles en vertu de l'un des alinéas (a) à (f) possèdent, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits de vote ou autres droits ou participations effectifs dans cette personne.
3. Un résident d'un Etat contractant peut bénéficier d'un avantage accordé par les dispositions de l'article 10, paragraphe 3, de l'article 11, paragraphe 3 ou de l'article 12, paragraphe 1, au titre d'un élément de revenu décrit dans le paragraphe concerné si des personnes qui sont des bénéficiaires équivalents possèdent, directement ou indirectement, au moins 75 pour cent des droits de vote ou autres droits ou intérêts bénéficiaires dans ce résident.
4. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 2, alinéa (g), et du paragraphe 3, un résident d'un Etat contractant n'est réputé satisfaire aux conditions énoncées dans cet alinéa ou ce paragraphe que si ce résident remplit ces conditions pendant la période de douze mois précédant la date du paiement (ou, dans le cas de dividendes, la date à laquelle le droit aux dividendes est déterminé).

5. (a) Un résident d'un Etat contractant peut bénéficier des avantages accordés par les dispositions de l'article 10, paragraphe 3, de l'article 11, paragraphe 3 ou de l'article 12, paragraphe 1, au titre d'un élément de revenu décrit dans le paragraphe concerné et provenant de l'autre Etat contractant si:
- (i) le résident exerce une activité d'entreprise dans le premier Etat contractant (autre que l'activité consistant à réaliser ou gérer des placements pour le compte propre de ce résident, à moins qu'il ne s'agisse d'activités bancaires, d'assurance ou d'activités portant sur des valeurs mobilières exercées par une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres); et
 - (ii) cet élément de revenu est lié ou constitue un élément accessoire à cette activité.
- (b) Si un résident d'un Etat contractant tire un élément de revenu d'une activité d'entreprise exercée par ce résident dans l'autre Etat contractant ou reçoit un élément de revenu provenant de l'autre Etat contractant d'une personne qui a avec ce résident une relation telle que décrite à l'article 9, paragraphe 1, alinéa (a) ou (b), les conditions énoncées à l'alinéa (a) du présent paragraphe ne sont considérées comme remplies en ce qui concerne cet élément de revenu que si l'activité d'entreprise exercée dans le premier Etat contractant présente un caractère substantiel par rapport à l'activité d'entreprise exercée dans cet autre Etat contractant. Le caractère substantiel de l'activité d'entreprise aux fins du présent alinéa est déterminé en tenant compte de l'ensemble des faits et circonstances propres à chaque cas.
- (c) Pour déterminer si une personne exerce une activité d'entreprise dans un Etat contractant au sens de l'alinéa (a) du présent paragraphe, l'activité exercée par une société de personnes (partnership) dont cette personne est un associé et l'activité exercée par des personnes liées à cette personne sont réputées être exercées par cette personne. Une personne est liée à une autre si l'une d'elles possède, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, au moins 50 pour cent des droits de vote de la société) ou si une tierce personne possède, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits ou participations effectifs (ou, dans le cas d'une société, au moins 50 pour cent des droits de vote de la société) dans chacune d'elles. Dans tous les cas, une personne est considérée comme liée à une autre si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à chaque cas, l'une est sous le contrôle de l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle de la même personne ou des mêmes personnes.
6. (a) Un résident d'un Etat contractant peut bénéficier des avantages accordés par les dispositions de l'article 10, paragraphe 3, de l'article 11, paragraphe 3 ou de l'article 12, paragraphe 1 en ce qui concerne un élément de revenu décrit dans le paragraphe concerné et provenant de l'autre Etat contractant si:

- (i) ce résident exerce les fonctions d'un quartier général pour un groupe multinational de sociétés; et
 - (ii) l'élément de revenu provenant de cet autre Etat contractant est lié ou constitue un élément accessoire aux activités d'entreprise visées à l'alinéa (b), (ii).
 - (b) Un résident d'un Etat contractant n'est considéré comme un quartier général d'un groupe multinational de sociétés aux fins de l'alinéa (a) que si:
 - (i) ce résident assure une partie importante de la supervision et de l'administration générales du groupe ou fournit du financement au groupe;
 - (ii) le groupe est constitué de sociétés qui sont des résidents d'au moins cinq pays où elles exercent des activités d'entreprise, et les activités exercées dans chacun des cinq pays génèrent au moins 5 pour cent du revenu brut du groupe;
 - (iii) les activités exercées dans un pays autre que cet Etat contractant génèrent moins de 50 pour cent du revenu brut du groupe;
 - (iv) au plus 50 pour cent de son revenu brut provient de l'autre Etat contractant;
 - (v) ce résident possède, et exerce, un pouvoir discrétionnaire autonome pour exercer les fonctions visées au point (i); et
 - (vi) ce résident est soumis dans cet Etat contractant aux mêmes règles d'imposition sur le revenu que les personnes visées au paragraphe 5.
 - (c) Aux fins de l'alinéa (b), un résident d'un Etat contractant est réputé satisfaire aux exigences en matière de revenu brut décrites aux points (ii), (iii) ou (iv) de cet alinéa pour la période imposable pendant laquelle l'élément de revenu est perçu si ce résident satisfait à chacune de ces exigences en matière de revenu brut en prenant en considération la moyenne du revenu brut des trois périodes imposables précédentes.
7. Un résident d'un Etat contractant qui n'est pas une personne admissible et qui ne peut pas bénéficier en vertu des paragraphes 3, 5 ou 6 d'un avantage accordé par les dispositions de l'article 10, paragraphe 3, de l'article 11, paragraphe 3, ou de l'article 12, paragraphe 1, peut néanmoins bénéficier de ces avantages si l'autorité compétente de l'autre Etat contractant détermine, conformément à son droit interne ou à sa pratique administrative, que ni l'établissement, l'acquisition ou le maintien de ce résident ni la conduite de ses opérations n'avaient l'obtention de ces avantages comme l'un de ses principaux objectifs.
8. Aux fins du présent article:
- (a) l'expression « principale catégorie d'actions » désigne la catégorie ou les catégories d'actions d'une société qui représentent la majorité des droits de vote de la société;

- (b) l'expression « marché boursier reconnu » désigne:
- (i) tout marché boursier établi selon la *Financial Instruments and Exchange Law (Law No. 25 of 1948)* du Japon;
 - (ii) tout marché réglementé conformément à la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/EC et la directive 2011/61/EU (telle que modifiée) ou à toute directive ultérieure lui succédant;
 - (iii) *Hong Kong Exchanges and Clearing*, le système NASDAQ, le *New York Stock Exchange*, le *Singapore Exchange*, le *SIX Swiss Exchange* et le *Taiwan Stock Exchange*; et
 - (iv) tout autre marché boursier que les autorités compétentes des Etats contractants conviennent de reconnaître aux fins du présent article;
- (c) l'expression « bénéficiaire équivalent » désigne toute personne qui aurait droit, au titre de l'élément de revenu pour lequel l'avantage de la présente Convention est réclamé à un Etat contractant, à un avantage accordé par cet Etat contractant en vertu de la législation de cet Etat contractant, de la présente Convention ou de tout autre instrument international, à condition que cet avantage soit équivalent à l'avantage à accorder à cet élément de revenu au titre de la Convention;
- (d) l'expression « revenu brut » désigne les revenus totaux qu'une entreprise tire de son activité, déduction faite des coûts directs exposés pour réaliser ces revenus.
9. Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu s'il est raisonnable de conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la Convention.
10. Si, en vertu des dispositions de la présente Convention, un Etat contractant doit accorder un allègement ou une exemption d'impôt à un revenu d'un résident de l'autre Etat contractant et que, en vertu de la législation de cet autre Etat contractant, le résident n'est soumis à l'impôt dans cet autre Etat contractant que pour la partie de ce revenu qui est transférée ou perçue dans cet autre Etat contractant, cet allègement ou cette exemption ne s'applique qu'à la partie de ce revenu qui est transférée ou perçue dans cet autre Etat contractant.

Article 23**ELIMINATION DE LA DOUBLE IMPOSITION**

1. Sous réserve des dispositions de la législation japonaise relative à l'imputation sur l'impôt japonais de l'impôt dû dans un pays autre que le Japon, lorsqu'un résident du Japon reçoit des revenus de Belgique et que ces revenus sont imposables en Belgique conformément aux dispositions de la présente Convention, le montant de l'impôt belge dû au titre de ces revenus est imputé sur l'impôt japonais dû par ce résident. Le montant de l'imputation ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt japonais afférent à ce revenu.
2. (a) Lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des revenus, autres que des dividendes, des intérêts ou des redevances, qui sont imposés au Japon conformément aux dispositions de la présente Convention, la Belgique exempte de l'impôt ces revenus mais, si ce résident est une personne physique, la Belgique n'exempte de l'impôt ces revenus que dans la mesure où ils sont effectivement imposés au Japon.

(b) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (a) et toute autre disposition de la présente Convention, la Belgique tient compte, pour la détermination des taxes additionnelles établies par les communes et les agglomérations belges, des revenus professionnels exemptés de l'impôt en Belgique conformément à cet alinéa. Ces taxes additionnelles sont calculées sur l'impôt qui serait dû en Belgique si les revenus professionnels en question étaient tirés de sources belges.

Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus reçus par un résident de la Belgique sont exemptés de l'impôt en Belgique, la Belgique peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.

- (c) Les dividendes qu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident du Japon sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique aux conditions et dans les limites prévues par la législation belge.
- (d) Lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident du Japon des dividendes qui ne sont pas exemptés conformément à l'alinéa (c), ces dividendes sont néanmoins exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique si la société qui est un résident du Japon exerce activement au Japon une activité d'entreprise effective. Dans ce cas, ces dividendes sont exemptés aux conditions prévues par la législation belge, à l'exception de celles relatives au régime fiscal applicable à la société qui est un résident du Japon ou aux revenus qui servent au

paiement des dividendes. Les dispositions du présent alinéa s'appliquent uniquement aux dividendes payés au moyen de revenus générés par l'exercice actif d'une activité d'entreprise et ne s'appliquent pas dans la mesure où la société qui est un résident du Japon a déduit, ou peut déduire, les dividendes de ses bénéficiaires.

Aux fins du présent alinéa, une société n'est pas considérée comme exerçant activement une activité d'entreprise effective au Japon lorsque cette société est une société d'investissement, une société de financement (autre qu'une banque) ou une société de trésorerie, ou lorsque cette société détient un investissement de portefeuille ou un droit d'auteur, un brevet, une marque de fabrique ou de commerce, un dessin, un modèle, un plan, une formule ou un procédé secrets représentant au total plus du tiers de ses actifs et que cette détention ne fait pas partie de l'exercice actif d'une activité d'entreprise.

- (e) Lorsqu'une société qui est un résident de la Belgique reçoit d'une société qui est un résident du Japon des dividendes qui sont compris dans son revenu global soumis à l'impôt belge et qui ne sont pas exemptés de l'impôt des sociétés conformément aux alinéas (c) ou (d), l'impôt japonais établi sur ces dividendes conformément à l'article 10, paragraphe 2, est imputé sur l'impôt belge afférent à ces dividendes. Le montant imputé ne peut excéder la fraction de l'impôt belge qui est proportionnellement afférente à ces dividendes.
- (f) Sous réserve des dispositions de la législation belge relatives à l'imputation sur l'impôt belge des impôts payés à l'étranger, lorsqu'un résident de la Belgique reçoit des éléments de revenu qui sont compris dans son revenu global soumis à l'impôt belge et qui consistent en intérêts ou en redevances, l'impôt japonais établi sur ces revenus est imputé sur l'impôt belge afférent auxdits revenus.
- (g) Lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies par une entreprise exploitée par un résident de la Belgique dans un établissement stable situé au Japon ont été effectivement déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue à l'alinéa (a) ne s'applique pas en Belgique aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement stable, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt au Japon en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

Article 24

NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat contractant d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat contractant qui exercent la même activité. Les dispositions du présent paragraphe ne peuvent être interprétées comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. A moins que les dispositions de l'article 9, paragraphe 1, de l'article 11, paragraphe 8, de l'article 12, paragraphe 5, ou de l'article 21, paragraphe 3, ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat contractant.
4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat contractant.
5. Nonobstant les dispositions de l'article 2, les dispositions du présent article s'appliquent aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales.

Article 25

PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats contractants, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre des Etats contractants. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la présente Convention. Elles peuvent également se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article.
5. Lorsque,
 - (a) en vertu du paragraphe 1, une personne a soumis un cas à l'autorité compétente d'un Etat contractant en se fondant sur le fait que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants ont entraîné pour cette personne une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, et que
 - (b) les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord permettant de résoudre ce cas en vertu du paragraphe 2 dans un délai de deux ans à compter de la présentation du cas à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant,

les questions non résolues soulevées par ce cas doivent être soumises à arbitrage si la personne en fait la demande. Ces questions non résolues ne doivent toutefois pas être soumises à arbitrage si une décision sur ces questions a déjà été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'un des Etats contractants. A moins qu'une personne directement concernée par le cas informe l'autorité compétente d'un Etat contractant, dans un délai de 45 jours à compter de la communication de l'accord amiable qui met en œuvre la décision de la commission d'arbitrage ou dans un délai plus long convenu par les autorités compétentes des Etats contractants dans un cas particulier, qu'elle n'accepte pas l'accord amiable qui met en œuvre la décision de la commission d'arbitrage, cette décision lie les deux Etats contractants et doit être appliquée quels que soient les délais prévus par le droit interne de ces Etats contractants. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent par accord amiable les modalités d'application du présent paragraphe.

6. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 5:
- (a) Les autorités compétentes des Etats contractants établissent d'un commun accord une procédure visant à garantir qu'une décision de la commission d'arbitrage sera appliquée dans un délai de deux ans à compter de la demande d'arbitrage visée au paragraphe 5, à moins que les actions ou l'inaction d'une personne directement concernée par le cas à propos duquel la demande d'arbitrage a été formulée n'entrave la résolution du cas, ou à moins que les autorités compétentes des Etats contractants et cette personne n'en conviennent autrement.
 - (b) Une commission d'arbitrage est établie conformément aux règles suivantes:
 - (i) Une commission d'arbitrage se compose de trois arbitres qui sont des personnes physiques ayant une expertise ou une expérience en matière de fiscalité internationale.
 - (ii) Chacune des autorités compétentes des Etats contractants nomme un arbitre qui peut, mais ne doit pas nécessairement, être un ressortissant de l'un des Etats contractants. Les deux arbitres désignés par les autorités compétentes des Etats contractants désignent le troisième arbitre qui assume la fonction de président de la commission d'arbitrage conformément aux procédures convenues par les autorités compétentes des Etats contractants.
 - (iii) Aucun arbitre ne peut être un employé de l'administration fiscale de l'un des Etats contractants et ne peut être intervenu à quelque titre que ce soit dans le cas à propos duquel la demande d'arbitrage a été formulée. Le troisième arbitre ne peut ni être un ressortissant d'aucun des Etats contractants, ni avoir eu son lieu de résidence habituel dans aucun des Etats contractants, ni avoir été employé par l'un des Etats contractants.
 - (iv) Les autorités compétentes des Etats contractants veillent à ce que tous les arbitres, dans des déclarations adressées à chacune des autorités compétentes des Etats contractants avant leur participation à une procédure d'arbitrage, s'engagent à respecter et acceptent d'être soumis aux mêmes obligations en matière de confidentialité et de non-divulgaration que celles prévues à l'article 26, paragraphe 2 et dans la législation des Etats contractants.
 - (v) Chacune des autorités compétentes des Etats contractants supporte les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et ses propres dépenses. Les frais du troisième arbitre et les autres dépenses liées à la conduite de la procédure d'arbitrage sont supportées par les autorités compétentes des Etats contractants à parts égales.

- (c) Les autorités compétentes des Etats contractants fournissent sans délai indu à tous les arbitres les informations nécessaires à la décision de la commission d'arbitrage.
- (d) Une décision de la commission d'arbitrage est traitée comme suit:
- (i) Une décision de la commission d'arbitrage n'a aucune valeur de précédent.
 - (ii) Une décision de la commission d'arbitrage est définitive, à moins qu'un tribunal de l'un des Etats contractants décide qu'elle ne peut être appliquée en raison d'une violation du paragraphe 5, du présent paragraphe ou de toute règle procédurale déterminée conformément à l'alinéa (a) qui peut raisonnablement avoir affecté la décision. Si la décision est jugée inapplicable en raison d'une telle violation, la demande d'arbitrage est considérée comme n'ayant pas été formulée et la procédure d'arbitrage est considérée comme n'ayant pas eu lieu (sauf aux fins des points (iv) et (v) de l'alinéa (b)).
- (e) Lorsque, à tout moment avant que la commission d'arbitrage ait communiqué une décision sur un cas aux autorités compétentes des Etats contractants et à la personne qui a formulé la demande d'arbitrage concernant le cas:
- (i) les autorités compétentes des Etats contractants parviennent à un accord amiable permettant de résoudre le cas conformément au paragraphe 2; ou
 - (ii) cette personne retire la demande d'arbitrage; ou
 - (iii) une décision concernant le cas est rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'un des Etats contractants au cours de la procédure d'arbitrage;
- les procédures entamées concernant le cas en vertu du présent article prennent fin.
- (f) Lorsqu'un cas pour lequel une demande d'arbitrage a été formulée est en instance dans le cadre d'un litige ou d'un recours, l'accord amiable mettant en œuvre la décision de la commission d'arbitrage concernant le cas est considéré comme n'étant pas accepté par la personne directement concernée par le cas, lorsqu'une personne directement concernée par le cas qui est partie au litige ou au recours ne retire pas, dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la décision de la commission d'arbitrage, toute action devant un tribunal judiciaire ou administratif relative à l'une

des questions résolues dans le cadre de la procédure d'arbitrage. Dans un tel cas, le cas ne peut faire l'objet d'un examen complémentaire par les autorités compétentes des Etats contractants.

- (g) Les dispositions du paragraphe 5 et du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux cas visés à l'article 4, paragraphe 3.

Article 26

ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.
2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat contractant et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux Etats contractants l'autorise et si l'autorité compétente de l'Etat contractant qui fournit ces renseignements autorise cette utilisation.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - (a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
 - (b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;

- (c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public ; ou
 - (d) d'obtenir ou de fournir des renseignements qui divulgueraient des communications confidentielles entre un client et un avocat ou un autre représentant juridique agréé lorsque ces communications :
 - (i) ont pour but de demander ou fournir un avis juridique, ou
 - (ii) sont destinées à être utilisées dans une action en justice en cours ou envisagée.
4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément au présent article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. Les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un trust, une fondation, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 27

ASSISTANCE EN MATIÈRE DE RECOUVREMENT DES IMPÔTS

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1 et 2. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.
2. L'expression « créance fiscale » employée dans le présent article désigne une somme due au titre des impôts suivants, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à la présente Convention ou à tout autre instrument auquel les Etats contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de mesures conservatoires afférents à ces impôts :
- (a) en ce qui concerne le Japon :
 - (i) les impôts visés à l'article 2, paragraphe 1, alinéa (a), (i) à (iv);
 - (ii) l'impôt des sociétés spécial pour la reconstruction;

- (iii) la taxe sur la consommation;
 - (iv) la taxe locale sur la consommation;
 - (v) les droits de succession; et
 - (vi) les droits de donation ;
- (b) en ce qui concerne la Belgique:
- (i) les impôts visés à l'article 2, paragraphe 1, alinéa (b);
 - (ii) la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - (iii) les droits de succession;
 - (iv) les droits de donation; et
 - (v) la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation;
- (c) tout autre impôt dont les Gouvernements des Etats contractants pourraient convenir de temps à autre par échange de notes diplomatiques;
- (d) tous les impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts visés aux alinéas (a), (b) ou (c) ou qui les remplaceraient.
3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat contractant et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de cette législation, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat contractant, acceptée en vue de son recouvrement par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat contractant conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat contractant qui remplit les conditions permettant à cet autre Etat contractant de formuler une demande en vertu du présent paragraphe.
4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance est, à la demande de l'autorité compétente de cet Etat contractant, acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par l'autorité compétente de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat contractant prend des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat contractant même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat contractant ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par l'autorité compétente de cet Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par l'autorité compétente d'un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat contractant en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.
6. Les actes accomplis par un Etat contractant en vue du recouvrement d'une créance fiscale acceptée par l'autorité compétente de cet Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 qui, s'ils étaient accomplis par l'autre Etat contractant, auraient pour effet de suspendre ou d'interrompre les délais applicables à cette créance fiscale conformément à la législation de cet autre Etat contractant, ont le même effet au regard de la législation de cet autre Etat contractant. L'autorité compétente du premier Etat contractant informe l'autorité compétente de l'autre Etat contractant de l'accomplissement de tels actes.
7. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre Etat contractant.
8. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande a été formulée par l'autorité compétente d'un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat contractant ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat contractant, cette créance fiscale cesse d'être
 - (a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat contractant qui est recouvrable en vertu de la législation de cet Etat contractant et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu de la législation de cet Etat contractant, empêcher son recouvrement, ou
 - (b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat contractant à l'égard de laquelle cet Etat contractant peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement,

l'autorité compétente du premier Etat contractant notifie promptement ce fait à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, et l'autorité compétente du premier Etat contractant, au choix de l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, suspend ou retire sa demande.
9. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - (a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;

- (b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;
- (c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;
- (d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat contractant est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant.

Article 28

MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET POSTES CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 29

TITRES

Les titres des articles de la présente Convention sont insérés uniquement aux fins de faciliter les références et n'affectent pas l'interprétation de la Convention.

Article 30

ENTREE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats contractants envoie par écrit et par la voie diplomatique à l'autre Etat contractant la notification confirmant l'accomplissement de ses procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur de la présente Convention. La Convention entre en vigueur le trentième jour suivant la date de réception de la dernière notification.
2. La présente Convention s'applique:
 - (a) dans le cas du Japon :
 - (i) en ce qui concerne les impôts perçus sur la base d'une période imposable, aux impôts afférents à toute période imposable commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention; et
 - (ii) en ce qui concerne les impôts non perçus sur la base d'une période imposable, aux impôts perçus à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention; et

- (b) dans le cas de la Belgique:
- (i) en ce qui concerne les impôts dus à la source, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention;
 - (ii) en ce qui concerne les autres impôts sur les revenus, aux revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention; et
 - (iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention.
3. La Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu signée à Tokyo le 28 mars 1968, telle que modifiée par le Protocole signé à Bruxelles le 9 novembre 1988 et par le Protocole signé à Bruxelles le 26 janvier 2010 (ci-après dénommée « la Convention antérieure ») cesse d'être applicable à compter de la date à laquelle la présente Convention s'applique en ce qui concerne les impôts auxquels s'applique la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2.
4. La Convention antérieure prend fin à la date ultime à laquelle elle s'applique conformément au présent article.
5. Nonobstant l'entrée en vigueur de la présente Convention, une personne physique qui a droit aux avantages de l'article 20 de la Convention antérieure au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention continue d'avoir droit à ces avantages jusqu'à la date à laquelle cette personne physique aurait cessé d'avoir droit à ces avantages si la Convention antérieure était restée en vigueur.

Article 31 **Dénonciation**

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chacun des Etats contractants peut dénoncer la Convention par la voie diplomatique à l'autre Etat contractant au moins six mois avant la fin de toute année civile commençant après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

- (a) dans le cas du Japon :
- (i) en ce qui concerne les impôts perçus sur la base d'une période imposable, aux impôts afférents à toute période imposable commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation; et

- (ii) en ce qui concerne les impôts non perçus sur la base d'une période imposable, aux impôts perçus à compter du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation; et
- (b) dans le cas de la Belgique :
- (i) en ce qui concerne les impôts dus à la source, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation;
 - (ii) en ce qui concerne les autres impôts sur les revenus, aux revenus de périodes imposables commençant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation; et
 - (iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir du 1er janvier de l'année civile qui suit immédiatement celle de la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Tokyo, le 12 octobre 2016, en double exemplaire en langue anglaise.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales (ci-après dénommée « la Convention »), les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. Il est entendu qu'un accord amiable général obtenu par les autorités compétentes des Etats contractants dans le cadre de l'article 25, paragraphe 3, de la Convention doit être pris en compte lors de l'interprétation et de l'application de la Convention.

2. En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 1, de la Convention:

Il est entendu qu'une personne est « assujettie à l'impôt » dans un Etat contractant même lorsque la législation fiscale de cet Etat contractant prévoit que ses revenus sont, en tout ou en partie, exemptés d'impôt ou que cette personne n'est soumise à l'impôt que sur certains types de revenus.

3. En ce qui concerne l'article 14, paragraphes 1 et 2, de la Convention:

Il est entendu qu'un emploi est exercé à l'endroit où le salarié est physiquement présent pour y exercer les activités au titre desquelles les salaires, traitements et autres rémunérations similaires sont payés, quel que soit le lieu de conclusion du contrat de travail, la résidence de l'employeur ou du débiteur des rémunérations, le lieu de paiement des rémunérations, ou l'endroit où les résultats du travail du salarié sont exploités.

4. En ce qui concerne l'article 23, paragraphe 2, alinéa (a), de la Convention:

Pour l'application de cet alinéa:

(a) un élément de revenu est effectivement imposé au Japon lorsque cet élément de revenu est soumis à l'impôt au Japon et n'y bénéficie pas d'une exemption d'impôt.

- (b) un élément de revenu est imposé au Japon lorsque cet élément de revenu est soumis au Japon au régime fiscal qui lui est normalement applicable en vertu de la législation fiscale japonaise.

5. En ce qui concerne l'article 23, paragraphe 2, alinéa (e), de la Convention:

Pour l'application de l'imputation prévue à cet alinéa, les dividendes compris dans le revenu global soumis à l'impôt belge comprennent l'impôt japonais établi sur ces dividendes conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention.

6. En ce qui concerne l'article 25, paragraphe 3, de la Convention:

Il est entendu que la deuxième phrase de ce paragraphe n'autorise pas les Etats contractants à éliminer la double imposition lorsque qu'une telle élimination contreviendrait aux dispositions de leurs législations internes respectives ou d'autres traités fiscaux applicables.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Tokyo, le 12 octobre 2016, en double exemplaire en langue anglaise.

VERTALING

OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIE

EN

JAPAN

TOT HET VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING INZAKE

BELASTINGEN NAAR HET INKOMEN EN TOT HET VOORKOMEN VAN HET

ONTDUIKEN EN HET ONTWIJKEN VAN BELASTING

het Koninkrijk België

(daaronder begrepen de Vlaamse Gemeenschap,

de Franse Gemeenschap,

de Duitstalige Gemeenschap,

het Vlaamse Gewest,

het Waalse Gewest,

en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest),

enerzijds,

en

Japan

anderzijds,

Wensende hun economische betrekkingen verder te ontwikkelen en hun samenwerking op belastinggebied te verbeteren,

Voornemens zijnde een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen, zonder daarbij mogelijkheden tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting te bieden door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik maken van treaty shopping-structuren die als doel hebben inwoners van derde Staten onrechtstreeks het voordeel te laten genieten van de in deze Overeenkomst voorziene tegemoetkomingen);

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

PERSONEN OP WIE DE OVEREENKOMST VAN TOEPASSING IS

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op personen die inwoner zijn van een of van beide overeenkomstsluitende Staten.
2. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, worden inkomsten die zijn verkregen door of met behulp van een entiteit of een constructie die op grond van de belastingwetgeving van een van de overeenkomstsluitende Staten als geheel of gedeeltelijk fiscaal transparant behandeld wordt, geacht inkomsten te zijn van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat, maar uitsluitend voor zover die inkomsten door die overeenkomstsluitende Staat voor belastingdoeleinden behandeld worden als inkomsten van een inwoner van die overeenkomstsluitende Staat. In geen geval mogen de bepalingen van deze paragraaf aldus worden uitgelegd dat ze op welke wijze ook het recht beperken dat een overeenkomstsluitende Staat heeft om de inwoners van die overeenkomstsluitende Staat te belasten. Voor de toepassing van deze paragraaf worden met de uitdrukking "fiscaal transparant" de gevallen bedoeld waarbij de inkomsten of een gedeelte van de inkomsten van een entiteit of een constructie op grond van de belastingwetgeving van een overeenkomstsluitende Staat niet belast worden op het niveau van de entiteit of van de constructie, maar belast worden op het niveau van de personen die een belang hebben in die entiteit of in die constructie, alsof die inkomsten of dat gedeelte ervan rechtstreeks door die personen verkregen waren op het tijdstip waarop die inkomsten of dat gedeelte ervan verwezenlijkt worden, en dit ongeacht het feit of die inkomsten of dat gedeelte ervan door die entiteit of die constructie aan die personen uitgekeerd worden.

Artikel 2

BELASTINGEN WAAROP DE OVEREENKOMST VAN TOEPASSING IS

1. De belastingen waarop deze Overeenkomst van toepassing is, zijn:
 - (a) in het geval van Japan:
 - (i) de inkomstenbelasting;
 - (ii) de vennootschapsbelasting;
 - (iii) de bijzondere inkomstenbelasting voor wederopbouw;
 - (iv) de plaatselijke vennootschapsbelasting; en
 - (v) de plaatselijke belastingen voor inwoners;
 - (hierna te noemen "Japanse belasting"); en

- (b) in het geval van België:
 - (i) de personenbelasting;
 - (ii) de vennootschapsbelasting;
 - (iii) de rechtspersonenbelasting;
 - (iv) de belasting van niet-inwoners;
 - (v) de bronbelasting op onroerende goederen;met inbegrip van de voorheffingen en de opcentiemen op die belastingen en voorheffingen;
(hierna te noemen "Belgische belasting").
- 2. Deze Overeenkomst is ook van toepassing op alle gelijke of in wezen gelijksoortige belastingen die na de datum van de ondertekening van de Overeenkomst naast of in de plaats van de bestaande belastingen worden geheven. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten delen elkaar alle belangrijke wijzigingen mee die in hun belastingwetten zijn aangebracht.

Artikel 3

ALGEMENE BEPALINGEN

- 1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, tenzij de context anders vereist:
 - (a) betekent de uitdrukking "Japan", in aardrijkskundig verband gebruikt, het hele grondgebied van Japan, daaronder begrepen de territoriale zee, waarbinnen de wetten met betrekking tot de Japanse belasting van kracht zijn, en het gehele gebied buiten de territoriale zee, daaronder begrepen de zeebodem en de ondergrond daarvan, waarover Japan, in overeenstemming met het internationaal recht, soevereine rechten heeft en waarbinnen de wetten met betrekking tot de Japanse belasting van kracht zijn;
 - (b) betekent de uitdrukking "België" het Koninkrijk België; in aardrijkskundig verband gebruikt betekent ze het grondgebied van het Koninkrijk België, daaronder begrepen de territoriale zee en alle andere maritieme zones waarover het Koninkrijk België, in overeenstemming met het internationaal recht, soevereine rechten of zijn rechtsmacht uitoefent;
 - (c) betekenen de uitdrukkingen "een overeenkomstsluitende Staat" en "de andere overeenkomstsluitende Staat" Japan of België, al naar de context vereist;
 - (d) omvat de uitdrukking "persoon" een natuurlijke persoon, een vennootschap en elke andere vereniging van personen;

- (e) betekent de uitdrukking "vennootschap" elke rechtspersoon of elke entiteit die voor de belastingheffing als een rechtspersoon wordt behandeld;
- (f) heeft de uitdrukking "onderneming" betrekking op het uitoefenen van eender welk bedrijf;
- (g) betekenen de uitdrukkingen "onderneming van een overeenkomstsluitende Staat" en "onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat" respectievelijk een onderneming gedreven door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat en een onderneming gedreven door een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat;
- (h) betekent de uitdrukking "internationaal verkeer" elk vervoer door een schip of luchtvaartuig dat wordt geëxploiteerd door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat, behalve indien het schip of luchtvaartuig slechts tussen in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen plaatsen wordt geëxploiteerd;
- (i) betekent de uitdrukking "onderdaan" met betrekking tot een overeenkomstsluitende Staat :
 - (i) elke natuurlijke persoon die de nationaliteit of het staatsburgerschap van die overeenkomstsluitende Staat bezit; en
 - (ii) elke rechtspersoon, deelgenootschap (*partnership*) of vereniging waarvan de rechtspositie als zodanig is ontleend aan de wetgeving die in die overeenkomstsluitende Staat van kracht is;
- (j) betekent de uitdrukking "bevoegde autoriteit":
 - (i) in het geval van Japan, de Minister van Financiën of zijn bevoegde vertegenwoordiger; en
 - (ii) in het geval van België, naargelang het geval, de Minister van Financiën van de federale Regering en/of van de Regering van een Gewest en/of van een Gemeenschap, of zijn gemachtigde vertegenwoordiger;
- (k) omvat de uitdrukking "uitoefenen van een bedrijf" het uitoefenen van een vrij beroep en het uitoefenen van andere werkzaamheden van zelfstandige aard; en,
- (l) betekent de uitdrukking "pensioenfonds" elke persoon die:
 - (i) opgericht is overeenkomstig de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat; en
 - (ii) zich voornamelijk bezighoudt met het beheren van of het verschaffen van pensioenen, pensioenuitkeringen of andere soortgelijke beloningen, of met het verwerven van inkomsten ten voordele van een of meer personen die zich voornamelijk bezighouden met het beheren van of het verschaffen van pensioenen, pensioenuitkeringen of andere soortgelijke beloningen;

op voorwaarde dat die persoon:

- (iii) wat Japan betreft, aldaar vrijgesteld is van belasting met betrekking tot inkomsten die worden verkregen uit de onder (ii) omschreven activiteiten;
- (iv) wat België betreft, onder toezicht staat van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA) of van de Nationale Bank van België of ingeschreven is bij de Belgische Federale Overheidsdienst Financiën.

2. Voor de toepassing van deze Overeenkomst op enig tijdstip door een overeenkomstsluitende Staat, heeft, tenzij de context anders vereist, elke niet erin omschreven uitdrukking de betekenis welke die uitdrukking op dat tijdstip heeft volgens het recht van die overeenkomstsluitende Staat met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is. Elke betekenis overeenkomstig het belastingrecht dat in die overeenkomstsluitende Staat van toepassing is, heeft voorrang op een betekenis die aan die uitdrukking wordt gegeven overeenkomstig andere rechtstakken van die overeenkomstsluitende Staat.

Artikel 4

INWONER

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking "inwoner van een overeenkomstsluitende Staat" iedere persoon die, ingevolge de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat, aldaar aan belasting is onderworpen op grond van zijn woonplaats, verblijf, maatschappelijke zetel, voornaamste inrichting, plaats van leiding of enige andere soortgelijke omstandigheid, en omvat zij eveneens die overeenkomstsluitende Staat en elk staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan. Die uitdrukking omvat echter niet personen die in die overeenkomstsluitende Staat uitsluitend aan belasting onderworpen zijn ter zake van inkomsten uit in die overeenkomstsluitende Staat gelegen bronnen.
2. Indien een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, wordt zijn toestand als volgt geregeld :
 - (a) hij wordt geacht uitsluitend inwoner te zijn van de overeenkomstsluitende Staat waar hij een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft; indien hij in beide overeenkomstsluitende Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht uitsluitend inwoner te zijn van de overeenkomstsluitende Staat waarmee zijn persoonlijke en economische betrekkingen het nauwst zijn (middelpunt van de levensbelangen);
 - (b) indien niet kan worden bepaald in welke overeenkomstsluitende Staat hij het middelpunt van zijn levensbelangen heeft of indien hij in geen van de overeenkomstsluitende Staten een duurzaam tehuis tot zijn beschikking heeft, wordt hij geacht uitsluitend inwoner te zijn van de overeenkomstsluitende Staat waar hij gewoonlijk verblijft;
 - (c) indien hij gewoonlijk verblijft in beide overeenkomstsluitende Staten of in geen van beide, wordt hij geacht uitsluitend inwoner te zijn van de overeenkomstsluitende Staat waarvan hij onderdaan is;

- (d) indien hij onderdaan is van beide overeenkomstsluitende Staten of van geen van beide, regelen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming.
3. Indien een andere dan een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, trachten de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten in onderlinge overeenstemming vast te stellen van welke overeenkomstsluitende Staat die persoon geacht wordt inwoner te zijn voor de toepassing van deze Overeenkomst, met inachtneming van de plaats van zijn maatschappelijke zetel, de plaats van zijn voornaamste inrichting, de plaats van werkelijke leiding, de plaats waar hij opgericht of anderszins tot stand gekomen is en alle andere relevante gegevens. Wanneer dergelijke overeenstemming ontbreekt, wordt die persoon geacht geen inwoner te zijn van een van de overeenkomstsluitende Staten voor de toepassing van de artikelen 6 tot 21.

Artikel 5

VASTE INRICHTING

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking "vaste inrichting" een vaste bedrijfsinrichting met behulp waarvan de werkzaamheden van een onderneming geheel of gedeeltelijk worden uitgeoefend.
2. De uitdrukking "vaste inrichting" omvat in het bijzonder:
- (a) een plaats waar leiding wordt gegeven;
 - (b) een filiaal;
 - (c) een kantoor;
 - (d) een fabriek;
 - (e) een werkplaats; en
 - (f) een mijn, een olie- of gasbron, een steengroeve of enige andere plaats waar natuurlijke rijkdommen worden gewonnen.
3. De plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of installatiewerkzaamheden is slechts dan een vaste inrichting indien de duur daarvan twaalf maanden overschrijdt.
4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een "vaste inrichting" niet aanwezig geacht indien:
- (a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag of uitstalling van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar;
 - (b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor opslag of uitstalling;
 - (c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor de bewerking of verwerking door een andere onderneming;

- (d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen of koopwaar aan te kopen of inlichtingen in te winnen;
 - (e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming enige activiteit te verrichten die niet is vermeld in de alinea's (a) tot (d), op voorwaarde dat die activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft;
 - (f) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om verscheidene van de in de alinea's (a) tot (e) vermelde activiteiten te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van de activiteiten van de vaste bedrijfsinrichting van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.
5. Paragraaf 4 is niet van toepassing op een vaste bedrijfsinrichting die door een onderneming gebruikt of aangehouden wordt indien diezelfde onderneming of een nauw daarmee verbonden onderneming op dezelfde plaats of op een andere plaats in dezelfde overeenkomstsluitende Staat bedrijfsactiviteiten uitoefent, en:
- (a) die plaats of die andere plaats voor de onderneming of voor de nauw daarmee verbonden onderneming een vaste inrichting is op grond van de bepalingen van dit artikel, of
 - (b) het geheel van de activiteiten dat resulteert uit de combinatie van de activiteiten die door de twee ondernemingen op dezelfde plaats, of door dezelfde onderneming of nauw daarmee verbonden ondernemingen op de twee plaatsen worden uitgeoefend, niet van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.
- op voorwaarde dat de bedrijfsactiviteiten die door de twee ondernemingen op dezelfde plaats, of door diezelfde onderneming of nauw daarmee verbonden ondernemingen op de twee plaatsen worden uitgeoefend, aanvullende taken zijn die deel uitmaken van een samenhangende bedrijfsvoering.
6. Wanneer een persoon namens een onderneming optreedt in een overeenkomstsluitende Staat, en daarbij gewoonlijk overeenkomsten sluit, of gewoonlijk de voornaamste rol speelt in het proces dat leidt tot het sluiten van overeenkomsten, die stelselmatig zonder materiële wijziging door de onderneming gesloten worden, en die overeenkomsten gesloten zijn
- (a) namens de onderneming, of
 - (b) voor de eigendomsoverdracht of voor het verlenen van het gebruiksrecht van goederen die aan die onderneming toebehoren of ter zake waarvan die onderneming het gebruiksrecht heeft, of
 - (c) voor het verstrekken van diensten door die onderneming,
- wordt die onderneming, niettegenstaande de bepalingen van paragrafen 1 en 2 maar onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 7, geacht in die overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting te hebben ter zake van alle activiteiten welke die persoon voor de onderneming verricht, tenzij de activiteiten van die persoon beperkt blijven tot de in paragraaf 4 vermelde activiteiten die, indien zij met behulp van een vaste bedrijfsinrichting zouden uitgeoefend worden, deze vaste bedrijfsinrichting niet tot een vaste inrichting zouden maken ingevolge de bepalingen van die paragraaf.

7. Paragraaf 6 is niet van toepassing indien de persoon, die in een overeenkomstsluitende Staat optreedt namens een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, in eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent als een onafhankelijke vertegenwoordiger en namens de onderneming handelt in de normale uitoefening van dat bedrijf. Wanneer een persoon evenwel uitsluitend of bijna uitsluitend optreedt namens een of meer ondernemingen waarmee hij nauw verbonden is, wordt die persoon ten opzichte van die onderneming of ondernemingen niet geacht een onafhankelijke vertegenwoordiger te zijn in de zin van deze paragraaf.
8. Voor de toepassing van dit artikel is een persoon nauw verbonden met een onderneming indien uit alle relevante feiten en omstandigheden blijkt dat de ene zeggenschap heeft in de andere of dat ze beiden onder zeggenschap staan van dezelfde personen of ondernemingen. In elk geval wordt een persoon geacht nauw verbonden te zijn met een onderneming indien de ene onmiddellijk of middellijk meer dan 50 percent bezit van het uiteindelijk belang in de andere persoon (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijk belang in het vermogen (*beneficial equity interest*) van de vennootschap) of indien een andere persoon onmiddellijk of middellijk meer dan 50 percent bezit van het uiteindelijk belang in de persoon en in de onderneming (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijk belang in het vermogen (*beneficial equity interest*) van de vennootschap).
9. Het feit dat een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat zeggenschap heeft in, of onder zeggenschap staat van, een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat of die in die andere overeenkomstsluitende Staat zaken doet (hetzij met behulp van een vaste inrichting, hetzij op andere wijze), maakt een van beide vennootschappen niet tot een vaste inrichting van de andere.

Artikel 6

INKOMSTEN UIT ONROERENDE GOEDEREN

1. Inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit in de andere overeenkomstsluitende Staat gelegen onroerende goederen (daaronder begrepen inkomsten uit landbouw- of bosbedrijven) mogen in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. De uitdrukking "onroerende goederen" heeft de betekenis die daaraan wordt toegekend door het recht van de overeenkomstsluitende Staat waar de desbetreffende goederen zijn gelegen. De uitdrukking omvat in ieder geval de goederen die bij de onroerende goederen behoren, levende en dode have van landbouw- en bosbedrijven, rechten waarop de bepalingen van het privaatrecht betreffende de grondeigendom van toepassing zijn, vruchtgebruik van onroerende goederen en rechten op veranderlijke of vaste vergoedingen ter zake van de exploitatie, of het recht tot exploitatie, van minerale aardlagen, bronnen en andere natuurlijke rijkdommen. Schepen en luchtvaartuigen worden niet als onroerende goederen beschouwd.
3. De bepalingen van paragraaf 1 zijn van toepassing op inkomsten verkregen uit de rechtstreekse exploitatie of het rechtstreekse genot, uit het verhuren of het verpachten, of uit elke andere vorm van exploitatie van onroerende goederen.

4. De bepalingen van de paragrafen 1 en 3 zijn ook van toepassing op inkomsten uit onroerende goederen van een onderneming.

Artikel 7

ONDERNEMINGSWINST

1. Winst van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat is slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar, tenzij de onderneming in de andere overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting. Indien de onderneming aldus haar bedrijf uitoefent, mag de winst die overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 2 aan de vaste inrichting kan worden toegerekend, in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. Voor de toepassing van dit artikel en van artikel 23 is de winst die in elke overeenkomstsluitende Staat aan de in paragraaf 1 bedoelde vaste inrichting kan worden toegerekend, de winst welke die vaste inrichting geacht zou kunnen worden te behalen, in het bijzonder in haar transacties met andere delen van de onderneming, indien zij een afzonderlijke en onafhankelijke onderneming zou zijn, die dezelfde of soortgelijke werkzaamheden zou uitoefenen onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden, daarbij rekening houdend met de door de onderneming via de vaste inrichting en via de andere delen van de onderneming verrichte werkzaamheden, gebruikte activa en gedragen risico's.
3. Indien een overeenkomstsluitende Staat in overeenstemming met paragraaf 2 de winst aanpast die kan worden toegerekend aan een vaste inrichting van een onderneming van een van de overeenkomstsluitende Staten, en dienovereenkomstig winst van de onderneming belast die in de andere overeenkomstsluitende Staat is belast, past de andere overeenkomstsluitende Staat op passende wijze het bedrag aan belasting dat in die Staat van die winst is geheven aan, voor zover zulks nodig is om dubbele belasting van die winst te vermijden. Bij het bepalen van die aanpassing plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten indien nodig overleg met elkaar.
4. Indien in de winst inkomstenbestanddelen zijn begrepen die afzonderlijk in andere artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, worden de bepalingen van die artikelen niet aangetast door de bepalingen van dit artikel.

Artikel 8

ZEEVAART EN LUCHTVAART

1. Winst die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat haalt uit de exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer is slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar.
2. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 2, is een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van de door haar verrichte exploitatie van schepen of luchtvaartuigen in internationaal verkeer vrijgesteld:
 - van de Japanse belasting op ondernemingen indien het een onderneming van België betreft, en

- van elke belasting die gelijksoortig is aan de Japanse belasting op ondernemingen en die na de datum van ondertekening van deze Overeenkomst in België wordt opgelegd, indien het een onderneming van Japan betreft
- 3 De bepalingen van de voorgaande paragrafen van dit artikel zijn ook van toepassing op winst verkregen uit de deelneming in een pool, een gemeenschappelijk bedrijf of een internationaal bedrijfslichaam.

Artikel 9

AFHANKELIJKE ONDERNEMINGEN

1. Indien
 - (a) een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat onmiddellijk of middellijk deelneemt aan de leiding van, aan het toezicht op, of in het kapitaal van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, of
 - (b) dezelfde personen onmiddellijk of middellijk deelnemen aan de leiding van, aan het toezicht op, of in het kapitaal van een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat en van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat,en in het ene en in het andere geval tussen de twee ondernemingen in hun handelsbetrekkingen of financiële betrekkingen voorwaarden worden overeengekomen of opgelegd die afwijken van die welke zouden worden overeengekomen tussen onafhankelijke ondernemingen, mag winst die een van de ondernemingen zonder deze voorwaarden zou hebben behaald, maar ten gevolge van die voorwaarden niet heeft behaald, worden begrepen in de winst van die onderneming en dienovereenkomstig worden belast.
2. Indien een overeenkomstsluitende Staat in de winst van een onderneming van die overeenkomstsluitende Staat winst opneemt – en dienovereenkomstig belast – ter zake waarvan een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat in die andere overeenkomstsluitende Staat is belast, en de aldus opgenomen winst is die de onderneming van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, past die andere overeenkomstsluitende Staat op passende wijze het bedrag aan belasting aan dat aldaar van die winst is geheven. Bij het bepalen van die aanpassing wordt rekening gehouden met de overige bepalingen van deze Overeenkomst en plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten indien nodig overleg met elkaar.
3. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1, is het een overeenkomstsluitende Staat niet toegestaan om onder de in die paragraaf bedoelde omstandigheden de winst van een onderneming van die overeenkomstsluitende Staat te wijzigen na een periode van tien jaar, te rekenen vanaf het einde van het belastbaar tijdperk waarin de winst, die aan dergelijke wijziging zou onderworpen zijn, door die onderneming behaald zou zijn zonder de in die paragraaf bedoelde voorwaarden.

Artikel 10 DIVIDENDEN

1. Dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. Dividenden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat mogen echter ook in die overeenkomstsluitende Staat belast worden overeenkomstig de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 10 percent van het brutobedrag van de dividenden.
3. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 2, zijn dividenden, die worden betaald door een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden een inwoner van die andere overeenkomstsluitende Staat is en ofwel:
 - (a) een vennootschap is die gedurende het tijdvak van zes maanden dat eindigt op de datum waarop de aanspraak op het dividend wordt vastgesteld, onmiddellijk of middellijk minstens 10 percent in bezit heeft gehad van de stemrechten in de vennootschap die de dividenden betaalt; of
 - (b) een pensioenfonds is, op voorwaarde dat die dividenden zijn verkregen uit de werkzaamheden die zijn bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, alinea (l), punt (ii).
4. De bepalingen van paragraaf 3, alinea (a) zijn niet van toepassing op dividenden die zijn betaald door een vennootschap die bij de berekening van haar belastbaar inkomen in Japan recht heeft op een aftrek voor dividenden die aan haar gerechtigden werden betaald.
5. De bepalingen van de paragrafen 2 tot 4 laten onverlet de belastingheffing van de vennootschap ter zake van de winst waaruit de dividenden worden betaald.
6. De uitdrukking "dividenden", zoals gebruikt in dit artikel, betekent inkomsten uit aandelen of andere rechten op een aandeel in de winst, met uitzondering van schuldvorderingen, alsmede inkomsten die, volgens de belastingwetgeving van de overeenkomstsluitende Staat waarvan de uitkerende vennootschap inwoner is, op dezelfde wijze in de belastingheffing worden betrokken als inkomsten uit aandelen.
7. De bepalingen van de paragrafen 1 tot 4 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de dividenden, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap die de dividenden betaalt inwoner is, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald, wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.
8. Indien een vennootschap die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat winst of inkomsten verkrijgt uit de andere overeenkomstsluitende Staat, mag die andere overeenkomstsluitende Staat geen belasting heffen van de door de vennootschap

betaalde dividenden, behalve voor zover die dividenden aan een inwoner van die andere overeenkomstsluitende Staat worden betaald of voor zover het aandelenbezit uit hoofde waarvan de dividenden worden betaald wezenlijk is verbonden met een in die andere overeenkomstsluitende Staat gelegen vaste inrichting. Die andere overeenkomstsluitende Staat mag evenmin de niet uitgedeelde winst van de vennootschap onderwerpen aan een belasting op niet uitgedeelde winst van de vennootschap, zelfs indien de betaalde dividenden of de niet uitgedeelde winst geheel of gedeeltelijk bestaan uit winst of inkomsten die uit die andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig zijn.

Artikel 11 **INTEREST**

1. Interest afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat mag in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. Interest afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat mag echter ook in die overeenkomstsluitende Staat belast worden overeenkomstig de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat, maar indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mag de aldus geheven belasting niet hoger zijn dan 10 percent van het brutobedrag van de interest.
3. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 2 is interest die afkomstig is uit een overeenkomstsluitende Staat uitsluitend in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien het gaat om:
 - (a) interest die door een onderneming van die overeenkomstsluitende Staat betaald is en waarvan de uiteindelijk gerechtigde een onderneming van die andere overeenkomstsluitende Staat is;
 - (b) interest waarvan de uiteindelijk gerechtigde een pensioenfonds is dat inwoner is van die andere overeenkomstsluitende Staat, op voorwaarde dat die interest afkomstig is van de werkzaamheden die zijn bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, alinea (1), punt (ii);
 - (c) interest waarvan de uiteindelijk gerechtigde de regering van die andere overeenkomstsluitende Staat is, een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan, de Centrale Bank van die overeenkomstsluitende Staat of een instelling die volledig in het bezit is van die regering, dat staatkundig onderdeel of die lokale autoriteit;
 - (d) interest waarvan de uiteindelijk gerechtigde een inwoner van die andere overeenkomstsluitende Staat is en die betrekking heeft op schuldvorderingen die gewaarborgd, verzekerd of onrechtstreeks gefinancierd zijn door een instelling die volledig in het bezit is van de regering van die andere overeenkomstsluitende Staat of van een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan.

4. De bepalingen van paragraaf 3 zijn niet van toepassing op interest die is vastgesteld onder verwijzing naar ontvangsten, verkopen, inkomsten, winst of andere cashflow van de schuldenaar of een daarmee verbonden persoon, of naar een wijziging in de waarde van een goed van de schuldenaar of een daarmee verbonden persoon of naar een dividend, een uitkering van een deelgenootschap (*partnership*) of een soortgelijk bedrag dat is betaald door de schuldenaar of een daarmee verbonden persoon.
5. De uitdrukking "interest", zoals gebruikt in dit artikel, betekent inkomsten uit schuldvorderingen van welke aard ook, al dan niet gewaarborgd door hypotheek en al dan niet aanspraak gevend op een aandeel in de winst van de schuldenaar, en in het bijzonder inkomsten uit overheidsleningen en obligaties, daaronder begrepen premies en loten op die effecten en alle andere inkomsten die volgens de belastingwetgeving van de overeenkomstsluitende Staat waaruit de inkomsten afkomstig zijn op dezelfde wijze in de belastingheffing worden betrokken als inkomsten uit geldleningen. Inkomsten die worden behandeld in artikel 10 en boeten voor laattijdige betaling worden voor de toepassing van dit artikel evenwel niet als interest beschouwd.
6. De bepalingen van de paragrafen 1 tot 4 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de interest, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de interest afkomstig is, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en de schuldvordering uit hoofde waarvan de interest is verschuldigd wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.
7. Interest wordt geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar een inwoner van die overeenkomstsluitende Staat is. Indien evenwel de schuldenaar van de interest, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting heeft waarvoor de schuld ter zake waarvan de interest wordt betaald is aangegaan, en die interest ten laste komt van die vaste inrichting, wordt die interest geacht afkomstig te zijn uit de overeenkomstsluitende Staat waar de vaste inrichting gevestigd is.
8. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de interest, gelet op de schuldvordering waarvoor hij wordt betaald, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel 12

ROYALTY'S

1. Royalty's afkomstig uit een overeenkomstsluitende Staat en waarvan de uiteindelijk gerechtigde een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat is, zijn slechts in die andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar.
2. De uitdrukking "royalty's", zoals gebruikt in dit artikel, betekent vergoedingen van welke aard ook voor het gebruik van, of voor het recht van gebruik van, een

auteursrecht op een werk op het gebied van letterkunde, kunst of wetenschap, daaronder begrepen bioscoopfilms, of van een octrooi, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening, een model, een plan, of een geheim recept of een geheime werkwijze, of voor inlichtingen omtrent ervaringen op het gebied van nijverheid, handel of wetenschap.

3. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing indien de uiteindelijk gerechtigde tot de royalty's, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat waaruit de royalty's afkomstig zijn, een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het recht of het goed uit hoofde waarvan de royalty's verschuldigd zijn wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.
4. Royalty's worden geacht uit een overeenkomstsluitende Staat afkomstig te zijn indien de schuldenaar een inwoner van die overeenkomstsluitende Staat is. Indien evenwel de schuldenaar van de royalty's, ongeacht of hij inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is of niet, in een overeenkomstsluitende Staat een vaste inrichting heeft waarvoor de verbintenis uit hoofde waarvan de royalty's worden betaald is aangegaan en die de last van de royalty's draagt, worden die royalty's geacht afkomstig te zijn uit de overeenkomstsluitende Staat waar de vaste inrichting is gevestigd.
5. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de royalty's, gelet op het gebruik, het recht of de inlichtingen waarvoor zij worden betaald, hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding door de schuldenaar en de uiteindelijk gerechtigde zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel slechts op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de betalingen belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel 13

VERMOGENSWINST

1. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van onroerende goederen zoals bedoeld in artikel 6 en die in de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gelegen, mogen in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van aandelen van een vennootschap of van vergelijkbare belangen, zoals belangen in een deelgenootschap (*partnership*) of een trust, mogen in de andere overeenkomstsluitende Staat worden belast indien, op enig tijdstip gedurende de periode van 365 dagen voorafgaand aan de vervreemding, minstens 50 percent van de waarde van die aandelen of vergelijkbare belangen onmiddellijk of middellijk bepaald wordt door onroerende goederen zoals omschreven in artikel 6 en die in die andere overeenkomstsluitende Staat gelegen zijn, tenzij de aandelen of vergelijkbare belangen verhandeld worden op een erkende effectenbeurs zoals omschreven in artikel 22, paragraaf 8, alinea (b) en de inwoner en de daarmee verbonden personen in totaal 5 percent of minder van de klasse van aandelen of vergelijkbare belangen bezitten.

3. Voordelen verkregen uit de vervreemding van alle goederen, niet zijnde onroerende goederen, die deel uitmaken van het bedrijfsvermogen van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, daaronder begrepen voordelen verkregen uit de vervreemding van die vaste inrichting (alleen of met de gehele onderneming), mogen in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
4. Voordelen die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van schepen of luchtvaartuigen die door die onderneming in internationaal verkeer geëxploiteerd worden of van alle goederen, niet zijnde onroerende goederen, die bij de exploitatie van die schepen of luchtvaartuigen worden gebruikt, zijn slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar.
5. Voordelen verkregen uit de vervreemding van alle andere goederen dan die welke zijn vermeld in de voorgaande paragrafen van dit artikel, zijn slechts belastbaar in de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vervreemder inwoner is.

Artikel 14

INKOMSTEN UIT EEN DIENSTBETREKKING

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van de artikelen 15, 17 en 18 zijn lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen die door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat worden verkregen ter zake van een dienstbetrekking slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar, tenzij de dienstbetrekking in de andere overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend. Indien de dienstbetrekking aldaar wordt uitgeoefend, mogen de ter zake daarvan verkregen beloningen in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 zijn beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat ter zake van een in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefende dienstbetrekking slechts in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat belastbaar, indien
 - (a) de verkrijger in de andere overeenkomstsluitende Staat verblijft gedurende een tijdvak of tijdvakken die in enig tijdperk van twaalf maanden, dat aanvangt of eindigt tijdens het betrokken belastbaar tijdperk, een totaal van 183 dagen niet te boven gaan;
 - (b) de beloningen worden betaald door of namens een werkgever die geen inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat is; en
 - (c) de beloningen niet ten laste komen van een vaste inrichting die de werkgever in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft.
3. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel mogen beloningen verkregen ter zake van een dienstbetrekking uitgeoefend aan boord van een schip of luchtvaartuig dat door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in internationaal verkeer wordt geëxploiteerd, in die overeenkomstsluitende Staat worden belast.

Artikel 15

TANTIÈMES

1. Tantièmes, presentiegelden en andere soortgelijke beloningen verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat in zijn hoedanigheid van lid van de raad van bestuur of van toezicht of van een soortgelijk orgaan van een vennootschap die inwoner is van de andere overeenkomstsluitende Staat, mogen in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. De bepalingen van paragraaf 1 zijn mutatis mutandis van toepassing op beloningen verkregen ter zake van de uitoefening van werkzaamheden die, volgens de wetgeving van de overeenkomstsluitende Staat waarvan de vennootschap inwoner is, worden behandeld als werkzaamheden van soortgelijke aard als die welke worden verricht door een persoon in zijn hoedanigheid zoals bedoeld in die paragraaf.
3. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel, zijn de bepalingen van artikel 14 mutatis mutandis van toepassing op beloningen die een in paragraaf 1 bedoelde inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van België ter zake van de uitoefening van dagelijkse werkzaamheden van leidinggevende of technische, commerciële of financiële aard, alsof het ging om beloningen die een werknemer ter zake van een dienstbetrekking verkrijgt en alsof de verwijzingen naar de "werkgever" in artikel 14, paragraaf 2, alinea's (b) en (c) verwijzingen naar de "vennootschap" waren. De bepalingen van deze paragraaf zijn ook van toepassing op beloningen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt ter zake van zijn dagelijkse werkzaamheid als vennoot in een vennootschap – niet zijnde een vennootschap op aandelen – die inwoner is van België.

Artikel 16

ARTIESTEN EN SPORTBEOEFENAARS

1. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 14 mogen inkomsten die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit zijn persoonlijke werkzaamheden die hij in de andere overeenkomstsluitende Staat verricht in de hoedanigheid van artiest, zoals toneelspeler, film-, radio- of televisieartiest, of musicus, of in de hoedanigheid van sportbeoefenaar, in die andere overeenkomstsluitende Staat worden belast.
2. Indien inkomsten uit werkzaamheden die een artiest of een sportbeoefenaar persoonlijk en als zodanig verricht, niet worden toegekend aan de artiest of aan de sportbeoefenaar maar aan een andere persoon, mogen die inkomsten, niettegenstaande de bepalingen van artikel 14, worden belast in de overeenkomstsluitende Staat waar de werkzaamheden van de artiest of de sportbeoefenaar worden verricht.

Artikel 17

PENSIOENEN EN UITKERINGEN TOT ONDERHOUD

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 18, paragraaf 2, zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen, waarvan de uiteindelijk gerechtigde een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is, slechts in die overeenkomstsluitende Staat

belastbaar. Dergelijke pensioenen en andere soortgelijke beloningen mogen evenwel ook in de andere overeenkomstsluitende Staat worden belast indien zij uit die andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig zijn.

2. Periodieke uitkeringen, daaronder begrepen uitkeringen voor het onderhoud van een kind die wegens een echtscheiding of scheiding door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat worden betaald aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, zijn slechts in eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat belastbaar. Die uitkeringen zijn evenwel in geen van beide overeenkomstsluitende Staten belastbaar indien de natuurlijke persoon die dergelijke uitkeringen betaalt bij de berekening van zijn belastbaar inkomen in eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat geen recht heeft op een vermindering voor het betalen van dergelijke uitkeringen.

Artikel 18

OVERHEIDSFUNCTIES

1. (a) Lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen, betaald door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die overeenkomstsluitende Staat of aan dat staatkundig onderdeel of die lokale autoriteit, zijn slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar.
(b) Die lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de diensten in die andere overeenkomstsluitende Staat worden bewezen en de natuurlijke persoon inwoner van die andere overeenkomstsluitende Staat is, die:
 - (i) onderdaan is van die andere overeenkomstsluitende Staat; of
 - (ii) niet uitsluitend met het oog op het bewijzen van de diensten inwoner van die andere overeenkomstsluitende Staat is geworden.
2. (a) Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1, zijn pensioenen en andere soortgelijke beloningen die door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan worden betaald — hetzij rechtstreeks hetzij uit fondsen die zij hebben opgericht of waaraan zij bijdragen betalen — aan een natuurlijke persoon ter zake van diensten bewezen aan die overeenkomstsluitende Staat of aan dat staatkundig onderdeel of die lokale autoriteit, slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar.
(b) Die pensioenen en andere soortgelijke beloningen zijn evenwel slechts in de andere overeenkomstsluitende Staat belastbaar indien de natuurlijke persoon inwoner en onderdaan is van die andere overeenkomstsluitende Staat.
3. De bepalingen van de artikelen 14, 15, 16 en 17 zijn van toepassing op lonen, salarissen, pensioenen en andere soortgelijke beloningen, betaald ter zake van diensten bewezen in het kader van een bedrijf uitgeoefend door een overeenkomstsluitende Staat of een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan.

Artikel 19

STUDENTEN

Bedragen die een student of een stagiair die inwoner is, of die onmiddellijk vóór zijn verblijf in een overeenkomstsluitende Staat inwoner was, van de andere overeenkomstsluitende Staat en die uitsluitend voor zijn studie of opleiding in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat verblijft, ontvangt ten behoeve van zijn onderhoud, studie of opleiding, worden in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat niet belast, op voorwaarde dat die bedragen afkomstig zijn uit bronnen buiten de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat. De vrijstelling waarin dit artikel voorziet, is uitsluitend van toepassing op een stagiair gedurende een tijdvak van ten hoogste één jaar, te rekenen vanaf de datum waarop hij in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat met zijn opleiding begint.

Artikel 20

OVEREENKOMSTEN INZAKE EEN ANONIEME VERENIGING (*Tokumei Kumiai*)

Niettegenstaande enige andere bepaling van deze Overeenkomst mogen inkomsten en voordelen die een stille deelnemer die inwoner is van België verkrijgt ter zake van een overeenkomst inzake een anonieme vereniging (*Tokumei Kumiai*) of een andere gelijksoortige overeenkomst, in Japan worden belast overeenkomstig de Japanse wetgeving wanneer die inkomsten en voordelen afkomstig zijn uit Japan.

Artikel 21

ANDERE INKOMSTEN

1. Ongeacht de afkomst ervan zijn inkomensbestanddelen die zijn verkregen door een uiteindelijk gerechtigde die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, en die niet in de voorgaande artikelen van deze Overeenkomst worden behandeld, slechts in die overeenkomstsluitende Staat belastbaar.
2. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing op inkomsten, niet zijnde inkomsten uit onroerende goederen als omschreven in artikel 6, paragraaf 2, indien de uiteindelijk gerechtigde tot die inkomsten, die inwoner is van een overeenkomstsluitende Staat, in de andere overeenkomstsluitende Staat een bedrijf uitoefent met behulp van een aldaar gevestigde vaste inrichting en het recht of het goed dat de inkomsten oplevert wezenlijk is verbonden met die vaste inrichting. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 7 van toepassing.
3. Indien, ten gevolge van een bijzondere verhouding tussen de in paragraaf 1 bedoelde inwoner en de schuldenaar of tussen hen beiden en een derde, het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde inkomsten hoger is dan het bedrag dat zonder zulk een verhouding tussen hen zou zijn overeengekomen, zijn de bepalingen van dit artikel uitsluitend op het laatstbedoelde bedrag van toepassing. In dat geval blijft het daarboven uitgaande deel van de inkomsten belastbaar overeenkomstig de wetgeving van elke overeenkomstsluitende Staat en met inachtneming van de overige bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel 22**RECHT OP DE VOORDELEN**

1. Tenzij anders bepaald in dit artikel, is een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat uitsluitend gerechtigd tot de voordelen die worden toegekend door de bepalingen van artikel 10, paragraaf 3, artikel 11, paragraaf 3 of artikel 12, paragraaf 1, wanneer die inwoner wordt aangemerkt als een gekwalificeerd persoon zoals omschreven in paragraaf 2.
2. Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat wordt alleen aangemerkt als een gekwalificeerd persoon wanneer die inwoner ofwel:
 - (a) een natuurlijke persoon is;
 - (b) de regering van die overeenkomstsluitende Staat is, of een staatkundig onderdeel, een lokale autoriteit of de centrale bank daarvan;
 - (c) een vennootschap is, indien haar voornaamste klasse van aandelen regelmatig verhandeld wordt op één of meer erkende effectenbeurzen;
 - (d) een bank of een verzekeringsmaatschappij is die, of een effectenbedrijf is dat opgericht is in en als zodanig gereguleerd wordt door de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat;
 - (e) een pensioenfonds is, op voorwaarde dat bij het begin van het belastbaar tijdperk tijdens hetwelk er aanspraak op het voordeel wordt gemaakt:
 - (i) meer dan 50 percent van de begunstigden, leden of deelnemers van het pensioenfonds natuurlijke personen zijn die inwoner zijn van een van beide overeenkomstsluitende Staten; of
 - (ii) meer dan 75 percent van de bijdragen aan het pensioenfonds afkomstig is van inwoners van een van beide overeenkomstsluitende Staten die als gekwalificeerde personen worden aangemerkt;
 - (f) een organisatie is die overeenkomstig de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat is opgericht en uitsluitend werkzaam is voor een godsdienstig, liefdadig, opvoedkundig, wetenschappelijk, artistiek of cultureel doel of voor publieke doeleinden, maar alleen indien de belastingwetgeving van die overeenkomstsluitende Staat bepaalt dat het geheel of een deel van de inkomsten van die organisatie van belasting vrijgesteld is of dat die persoon uitsluitend voor sommige soorten inkomsten aan belasting onderworpen is; of
 - (g) een andere persoon dan een natuurlijke persoon is, op voorwaarde dat inwoners van een van beide overeenkomstsluitende Staten die op grond van één van de alinea's (a) tot (f) gekwalificeerde personen zijn, onmiddellijk of middellijk ten minste 50 percent bezitten van de stemrechten of van andere uiteindelijke belangen in de persoon.
3. Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is gerechtigd tot de voordelen die door de bepalingen van artikel 10, paragraaf 3, artikel 11, paragraaf 3 of artikel 12, paragraaf 1 worden toegekend ter zake van een in de desbetreffende paragraaf omschreven inkomensbestanddeel, indien personen die gelijkwaardige gerechtigden (*equivalent beneficiaries*) zijn onmiddellijk of middellijk ten minste 75 percent van de stemrechten of van andere uiteindelijke belangen in die persoon bezitten.

4. Voor de toepassing van de bepalingen van paragraaf 2, alinea (g) en van paragraaf 3, wordt een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat alleen geacht te voldoen aan de in die alinea of die paragraaf vastgelegde voorwaarden indien die inwoner aan die voorwaarden voldoet gedurende het tijdvak van twaalf maanden dat voorafgaat aan de datum van de betaling (of, in het geval van dividenden, de datum waarop de aanspraak op de dividenden wordt vastgesteld).
5. (a) Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is gerechtigd tot de voordelen die door de bepalingen van artikel 10, paragraaf 3, artikel 11, paragraaf 3 of artikel 12, paragraaf 1 worden toegekend ter zake van een in de desbetreffende paragraaf omschreven inkomensbestanddeel dat uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig is indien:
 - (i) die inwoner in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat een bedrijfsactiviteit uitoefent (niet zijnde het doen of beheren van beleggingen voor eigen rekening van die inwoner, tenzij de bedrijfsactiviteit bestaat uit bank- of verzekeringsactiviteiten of effectenhandel die uitgeoefend worden door een bank, een verzekeringsmaatschappij of een effectenbedrijf); en
 - (ii) dat inkomensbestanddeel verkregen is in samenhang met, of bijkomstig is ten opzichte van, die bedrijfsactiviteit.
- (b) Indien een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat een inkomensbestanddeel verkrijgt uit een bedrijfsactiviteit welke die inwoner in de andere overeenkomstsluitende Staat uitoefent, of een uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig inkomensbestanddeel verkrijgt van een persoon die met die inwoner verbonden is in de zin van artikel 9, paragraaf 1, alinea (a) of (b), worden de in alinea (a) van deze paragraaf genoemde voorwaarden uitsluitend geacht vervuld te zijn met betrekking tot dat inkomensbestanddeel indien de in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat uitgeoefende bedrijfsactiviteit substantieel is ten opzichte van de bedrijfsactiviteit die in die andere overeenkomstsluitende Staat wordt uitgeoefend. Of een bedrijfsactiviteit voor de toepassing van deze alinea substantieel is, zal worden bepaald op grond van alle feiten en omstandigheden.
- (c) Bij het bepalen of een persoon in een overeenkomstsluitende Staat een bedrijfsactiviteit uitoefent zoals bedoeld in alinea (a) van deze paragraaf, wordt de bedrijfsactiviteit die wordt uitgeoefend door een deelgenootschap (partnership) waarin die persoon een deelgenoot is en de bedrijfsactiviteit die wordt uitgeoefend door personen die met die persoon verbonden zijn, geacht door die persoon te worden uitgeoefend. Een persoon is met een andere persoon verbonden indien een van hen middellijk of onmiddellijk ten minste 50 percent bezit van de uiteindelijke belangen in de andere persoon (of, in het geval van een vennootschap, ten minste 50 percent van de stemrechten in de vennootschap) of indien een derde persoon onmiddellijk of middellijk ten minste 50 percent van de uiteindelijke belangen in elke persoon bezit (of, in het geval van een vennootschap, ten minste 50 percent van de stemrechten in de vennootschap). In alle gevallen wordt een persoon geacht met een andere persoon verbonden te zijn indien uit alle feiten en omstandigheden blijkt dat de ene persoon zeggenschap heeft over de andere of dat ze beiden onder zeggenschap staan van dezelfde persoon of personen.

6. (a) Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is gerechtigd tot de voordelen die door de bepalingen van artikel 10, paragraaf 3, artikel 11, paragraaf 3 of artikel 12, paragraaf 1 worden toegekend ter zake van een in de desbetreffende paragraaf omschreven inkomensbestanddeel dat uit de andere overeenkomstsluitende Staat afkomstig is indien:
- (i) die inwoner als hoofdzetel fungeert voor een multinationale groep van vennootschappen; en
 - (ii) het uit die andere overeenkomstsluitende Staat afkomstige inkomensbestanddeel ofwel verkregen is in samenhang met, ofwel bijkomstig is ten opzichte van, de bedrijfsactiviteit zoals bedoeld in punt (ii) van alinea (b).
- (b) Voor de toepassing van alinea (a) wordt een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat alleen beschouwd als hoofdzetel voor een multinationale groep van vennootschappen indien:
- (i) die inwoner voorziet in een wezenlijk aandeel van het algemene toezicht op en het bestuur van de groep of voor financiering van de groep zorgt;
 - (ii) de groep bestaat uit vennootschappen die inwoner zijn van en bedrijfsactiviteiten uitoefenen in ten minste vijf landen en de bedrijfsactiviteiten die in elk van de vijf landen worden uitgeoefend ten minste 5 percent van het bruto-inkomen van de groep voortbrengen;
 - (iii) de bedrijfsactiviteiten die in enig ander land dan die overeenkomstsluitende Staat worden uitgevoerd minder dan 50 percent van het bruto-inkomen van de groep voortbrengen;
 - (iv) niet meer dan 50 percent van zijn bruto-inkomen verkregen is uit de andere overeenkomstsluitende Staat;
 - (v) die inwoner een onafhankelijke discretionaire bevoegdheid heeft en uitoefent om de onder punt (i) bedoelde functies te verrichten; en
 - (vi) die inwoner in die overeenkomstsluitende Staat onderworpen is aan dezelfde regels inzake belastingheffing naar het inkomen als personen zoals beschreven in paragraaf 5.
- (c) Voor de toepassing van alinea (b), wordt een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat geacht te voldoen aan de in de punten (ii), (iii) of (iv) van die alinea omschreven vereisten inzake het bruto-inkomen voor het belastbaar tijdperk waarin het inkomensbestanddeel wordt verkregen, indien die inwoner voldoet aan elk van die vereisten inzake het bruto-inkomen wanneer het gemiddelde bruto-inkomen van de drie daaraan voorafgaande belastbare tijdperken in aanmerking wordt genomen.
7. Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die geen gekwalificeerd persoon is en die op grond van paragraaf 3, 5 of 6 ook niet gerechtigd is tot een voordeel dat door de bepalingen van artikel 10, paragraaf 3, artikel 11, paragraaf 3 of artikel 12, paragraaf 1 wordt toegekend, is niettemin gerechtigd tot dat voordeel indien de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat in overeenstemming met haar nationale wetgeving of administratieve praktijk vaststelt dat het verkrijgen van die voordelen niet een van de voornaamste doelen was, noch van de oprichting, het verwerven of het in stand houden van die inwoner noch van het verrichten van zijn werkzaamheden.

8. Voor de toepassing van dit artikel:
- (a) betekent de uitdrukking "voornaamste klasse van aandelen" de klasse of klassen van aandelen van een vennootschap die de meerderheid van de stemrechten van de vennootschap vertegenwoordigen;
 - (b) betekent de uitdrukking "erkende effectenbeurs":
 - (i) elke effectenbeurs opgericht volgens de bepalingen van de Financial Instruments and Exchange Law (wet nr. 25 uit 1948) van Japan;
 - (ii) elke gereguleerde markt overeenkomstig Richtlijn 2014/65/EU van het Europese Parlement en van de Raad van 15 mei 2014 betreffende markten voor financiële instrumenten en tot wijziging van Richtlijn 2002/92/EG en Richtlijn 2011/61/EU (zoals gewijzigd) of elke opvolger daarvan;
 - (iii) de Hong Kong Exchanges and Clearing, het NASDAQ-system, de New York Stock Exchange, de Singapore Exchange, de SIX Swiss Exchange en de Taiwan Stock Exchange; en
 - (iv) elke andere effectenbeurs waarvoor de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten overeenstemming hebben bereikt om ze te erkennen voor de toepassing van dit artikel;
 - (c) betekent de uitdrukking "gelijkwaardige gerechtigde" elke persoon die ter zake van het inkomensbestanddeel waarvoor het voordeel van deze Overeenkomst aan een overeenkomstsluitende Staat gevraagd wordt, gerechtigd zou zijn tot een voordeel dat door die overeenkomstsluitende Staat hetzij ingevolge zijn wetgeving, hetzij ingevolge deze Overeenkomst, hetzij ingevolge elk ander internationaal instrument wordt toegekend op voorwaarde dat zulk voordeel gelijkwaardig is aan het voordeel dat ingevolge de Overeenkomst aan dat inkomensbestanddeel moet toegekend worden;
 - (d) betekent de uitdrukking "bruto-inkomen" de totale inkomsten die een onderneming uit haar bedrijfsactiviteit verkrijgt, verminderd met de directe kosten die gepaard gaan met het verkrijgen van die inkomsten.
9. Niettegenstaande de andere bepalingen van deze Overeenkomst, wordt een voordeel waarin deze Overeenkomst voorziet niet toegekend ter zake van een inkomensbestanddeel wanneer er, rekening houdend met alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs kan van uitgegaan worden dat het verkrijgen van dat voordeel een van de voornaamste doelen was van een constructie of transactie die rechtstreeks of onrechtstreeks tot dat voordeel geleid heeft, tenzij aangetoond wordt dat het toekennen van dat voordeel in die omstandigheden in overeenstemming zou zijn met het onderwerp en het doel van de desbetreffende bepalingen van de Overeenkomst.
10. Wanneer een overeenkomstsluitende Staat op grond van deze Overeenkomst een verlaging of een vrijstelling van belasting toekent ter zake van de inkomsten van een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat, en die inwoner ingevolge de wetgeving van die andere overeenkomstsluitende Staat in die andere overeenkomstsluitende Staat uitsluitend aan belasting onderworpen is op het deel van die inkomsten dat is overgemaakt naar of ontvangen in die andere overeenkomstsluitende Staat, is die verlaging of vrijstelling van belasting uitsluitend van toepassing op dat deel van die inkomsten dat overgemaakt is naar of ontvangen is in die andere overeenkomstsluitende Staat.

Artikel 23**VERMIJDEN VAN DUBBELE BELASTING**

1. Onder voorbehoud van de bepalingen van de Japanse wetgeving betreffende de verrekening met de Japanse belasting van elke belasting die verschuldigd is in een ander land dan Japan, indien een inwoner van Japan inkomsten verkrijgt uit België die ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst in België belast mogen worden, wordt het bedrag van de Belgische belasting die ter zake van die inkomsten verschuldigd is in mindering gebracht van de in hoofde van die inwoner geheven Japanse belasting. Het bedrag van de verrekening mag het bedrag van de Japanse belasting dat aan dat inkomen kan worden toegerekend evenwel niet te boven gaan.
2.
 - (a) Indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt, niet zijnde dividenden, interest of royalty's, die ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst in Japan belast zijn, stelt België die inkomsten vrij van belasting, maar indien die inwoner een natuurlijke persoon is, stelt België die inkomsten alleen vrij van belasting voor zover ze daadwerkelijk in Japan belast zijn.
 - (b) Niettegenstaande de bepalingen van alinea (a) en van elke andere bepaling van deze Overeenkomst, houdt België, voor het vaststellen van de aanvullende belastingen die door Belgische gemeenten en agglomeraties worden geheven, rekening met de beroepsinkomsten die in België overeenkomstig die alinea vrijgesteld zijn van belasting. Die aanvullende belastingen worden berekend op de belasting die in België verschuldigd zou zijn indien de desbetreffende beroepsinkomsten uit België afkomstig zouden zijn.

Wanneer inkomsten die een inwoner van België verkrijgt ingevolge enigerlei bepaling van de Overeenkomst vrijgesteld zijn van belasting in België, mag België, om het bedrag van de belasting op de overige inkomsten van die inwoner te berekenen, niettemin het belastingtarief toepassen dat van toepassing zou zijn indien die inkomsten niet waren vrijgesteld.
 - (c) Dividenden die een vennootschap die inwoner is van België verkrijgt van een vennootschap die inwoner is van Japan, worden in België vrijgesteld van de vennootschapsbelasting op de voorwaarden en binnen de grenzen die in de Belgische wetgeving zijn bepaald.
 - (d) Wanneer een vennootschap die inwoner is van België van een vennootschap die inwoner is van Japan dividenden verkrijgt die niet vrijgesteld zijn overeenkomstig alinea (c), worden die dividenden in België toch vrijgesteld van de vennootschapsbelasting indien de vennootschap die inwoner is van Japan daadwerkelijk betrokken is bij de actieve uitoefening van een nijverheids- of handelsbedrijf in Japan. In dat geval worden die dividenden vrijgesteld op de voorwaarden die in de Belgische wetgeving zijn bepaald, met uitzondering van die welke verband houden met de belastingheffing van de vennootschap die inwoner is van Japan of van de inkomsten waaruit de dividenden worden betaald. De bepalingen van deze alinea zijn slechts van toepassing op dividenden die worden betaald uit inkomsten die worden voortgebracht door de actieve uitoefening van een nijverheids- of handelbedrijf zijn niet van toepassing voor zover de vennootschap die inwoner is van Japan de dividenden in mindering heeft gebracht, of in mindering mag brengen, van haar winst.

Voor de toepassing van deze alinea wordt een vennootschap niet geacht daadwerkelijk betrokken te zijn bij de actieve uitoefening van een nijverheids- of handelsbedrijf in Japan wanneer die vennootschap een beleggingsvennootschap, een financieringsvennootschap (niet zijnde een bank) of een thesaurievennootschap is, of wanneer dergelijke vennootschap een beleggingsportefeuille bezit, of een auteursrecht, een octrooi, een fabrieks- of handelsmerk, een tekening, een model, een plan, een geheim recept of een geheime werkwijze, die in totaal meer dan een derde van de activa van de vennootschap vertegenwoordigen en dat bezit geen deel uitmaakt van de actieve uitoefening van een nijverheids- of handelsbedrijf.

- (e) Wanneer een vennootschap die inwoner is van België van een vennootschap die inwoner is van Japan dividenden verkrijgt die deel uitmaken van haar samengetelde inkomen dat aan de Belgische belasting is onderworpen en die niet vrijgesteld zijn van de vennootschapsbelasting ingevolge alinea (c) of (d), wordt de Japanse belasting die overeenkomstig artikel 10, paragraaf 2 van die dividenden werd geheven in mindering gebracht van de Belgische belasting die op die dividenden betrekking heeft. Dit in mindering te brengen bedrag mag het deel van de Belgische belasting dat evenredig betrekking heeft op die dividenden, niet te boven gaan.
- (f) Onder voorbehoud van de bepalingen van de Belgische wetgeving betreffende de verrekening van in het buitenland betaalde belastingen met de Belgische belasting wordt, indien een inwoner van België inkomsten verkrijgt die deel uitmaken van zijn samengetelde inkomen dat aan de Belgische belasting is onderworpen en bestaan uit interest of royalty's, de van die inkomsten geheven Japanse belasting in mindering gebracht van de Belgische belasting met betrekking tot die inkomsten.
- (g) Indien verliezen, geleden door een onderneming die door een inwoner van België in een in Japan gelegen vaste inrichting wordt gedreven, voor de belastingheffing van die onderneming in België overeenkomstig de Belgische wetgeving werkelijk in mindering van de winst van die onderneming zijn gebracht, is de vrijstelling ingevolge alinea (a) in België niet van toepassing op de winst van andere belastbare tijdperken die aan die vaste inrichting kan worden toegerekend, voor zover die winst ook in Japan van belasting is vrijgesteld door de aftrek van die verliezen.

Artikel 24

NON-DISCRIMINATIE

1. Onderdanen van een overeenkomstsluitende Staat worden in de andere overeenkomstsluitende Staat niet onderworpen aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan onderdanen van die andere overeenkomstsluitende Staat onder gelijke omstandigheden, inzonderheid met betrekking tot de woonplaats, zijn of kunnen worden onderworpen. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 1 zijn de bepalingen van deze paragraaf ook van toepassing op personen die geen inwoner zijn van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten.

2. De belastingheffing van een vaste inrichting die een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat heeft, is in die andere overeenkomstsluitende Staat niet ongunstiger dan de belastingheffing van ondernemingen van die andere overeenkomstsluitende Staat die dezelfde werkzaamheden uitoefenen. De bepalingen van deze paragraaf mogen niet aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat verplichten aan inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat bij de belastingheffing de persoonlijke aftrekken, tegemoetkomingen en verminderingen uit hoofde van de gezinstoestand of gezinslasten te verlenen die hij aan zijn eigen inwoners verleent.
3. Behalve indien de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1, artikel 11, paragraaf 8, artikel 12, paragraaf 5, of paragraaf 21, artikel 3 van toepassing zijn, worden interest, royalty's en andere uitgaven die door een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat aan een inwoner van de andere overeenkomstsluitende Staat worden betaald, bij het bepalen van de belastbare winst van die onderneming op dezelfde voorwaarden in mindering gebracht als wanneer zij aan een inwoner van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat zouden zijn betaald.
4. Ondernemingen van een overeenkomstsluitende Staat waarvan het kapitaal geheel of ten dele, onmiddellijk of middellijk, in het bezit is van, of wordt beheerst door een of meer inwoners van de andere overeenkomstsluitende Staat, worden in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat niet aan enige belastingheffing of daarmee verband houdende verplichting onderworpen die anders of zwaarder is dan de belastingheffing en daarmee verband houdende verplichtingen waaraan andere soortgelijke ondernemingen van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat zijn of kunnen worden onderworpen.
5. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 2 zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op belastingen van elke soort en benaming die worden geheven ten behoeve van een overeenkomstsluitende Staat of van de staatkundige onderdelen of lokale autoriteiten daarvan.

Artikel 25

PROCEDURE VOOR ONDERLING OVERLEG

1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, kan hij, ongeacht de rechtsmiddelen waarin het interne recht van die overeenkomstsluitende Staten voorziet, zijn geval voorleggen aan de bevoegde autoriteit van een van beide overeenkomstsluitende Staten. Het geval moet worden voorgelegd binnen een termijn van drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst.

2. Indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, tracht de bevoegde autoriteit de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat te regelen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst. Elke overeengekomen regeling wordt uitgevoerd, ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet.
3. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van deze Overeenkomst in onderlinge overeenstemming op te lossen. Zij kunnen ook met elkaar overleg plegen teneinde dubbele belasting te vermijden in gevallen die niet in de Overeenkomst zijn geregeld.
4. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen zich rechtstreeks met elkaar in verbinding stellen, inclusief via een gemengde commissie die bestaat uit henzelf of hun vertegenwoordigers, teneinde een overeenstemming zoals bedoeld in de voorgaande paragrafen van dit artikel te bereiken.
5. Wanneer,
 - a) een persoon overeenkomstig paragraaf 1 een geval heeft voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat omdat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem tot een belastingheffing geleid hebben die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, en
 - b) de bevoegde autoriteiten geen overeenstemming kunnen bereiken om dat geval op te lossen op grond van paragraaf 2 binnen een termijn van twee jaar vanaf de datum waarop het geval werd voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat,

worden alle onopgeloste kwesties die volgen uit dat geval aan arbitrage onderworpen wanneer die persoon een verzoek daartoe indient. Die onopgeloste kwesties worden evenwel niet aan arbitrage onderworpen indien daaromtrent reeds een beslissing werd uitgesproken door een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van de ene of de andere overeenkomstsluitende Staat. Tenzij een rechtstreeks bij het geval betrokken persoon binnen een termijn van 45 dagen vanaf de mededeling van de overeengekomen regeling waardoor de arbitrale beslissing wordt uitgevoerd — of een langere periode waarover de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten in een bepaald geval overeenstemming hebben bereikt — aan de bevoegde autoriteit van

een overeenkomstsluitende Staat meedeelt dat hij de overeengekomen regeling waardoor de arbitrale beslissing wordt uitgevoerd niet aanvaardt, is die arbitrale beslissing bindend voor beide overeenkomstsluitende Staten en wordt ze uitgevoerd, ongeacht de termijnen waarin het interne recht van die overeenkomstsluitende Staten voorziet. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten regelen de wijze van toepassing van deze paragraaf in onderlinge overeenstemming.

6. Voor de toepassing van de bepalingen van paragraaf 5:
 - (a) De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten stellen in onderlinge overeenstemming een procedure vast die ervoor moet zorgen dat een arbitrale beslissing wordt uitgevoerd binnen een termijn van twee jaar vanaf een arbitrageverzoek zoals bedoeld in paragraaf 5, tenzij handelingen, of het uitblijven daarvan, van een persoon die rechtstreeks betrokken is bij het geval waarvoor het arbitrageverzoek werd ingediend een oplossing van dat geval beletten of tenzij de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten en die persoon anders overeenkomen.
 - (b) Er wordt een arbitragepanel ingesteld overeenkomstig de volgende regels:
 - (i) Een arbitragepanel bestaat uit drie arbiters die natuurlijke personen zijn met deskundigheid of ervaring op het gebied van internationale belastingaangelegenheden.
 - (ii) Elk van de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten stelt één arbiter aan die een onderdaan mag zijn, maar niet moet zijn, van een van beide overeenkomstsluitende Staten. De twee arbiters die door de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten aangesteld zijn, stellen de derde arbiter aan die optreedt als voorzitter van het arbitragepanel in overeenstemming met de procedures die door de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten zijn overeengekomen.
 - (iii) Geen enkele van de arbiters mag werknemer zijn bij de belastingautoriteiten van een van beide overeenkomstsluitende Staten, noch in enige hoedanigheid betrokken geweest zijn bij de behandeling van de zaak waarvoor een arbitrageverzoek werd ingediend. De derde arbiter mag geen onderdaan zijn van een de overeenkomstsluitende Staten, noch aldaar zijn gewoonlijke verblijfplaats gehad hebben, noch door die overeenkomstsluitende Staten tewerkgesteld geweest zijn.
 - (iv) De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten moeten garanderen dat alle arbiters, alvorens zij optreden in een arbitrageprocedure, in verklaringen die aan elke bevoegde autoriteit worden toegezonden bevestigen dat ze akkoord gaan met het feit dat ze zich moeten houden en onderworpen zijn aan dezelfde verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en geheimhouding als die welke zijn omschreven in artikel 26, paragraaf 2 en in de wetgeving van de overeenkomstsluitende Staten.

- (v) Elk van de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten draagt de kosten van de door haar aangestelde arbiter en haar eigen kosten. De kosten van de derde arbiter en andere kosten die verband houden met de uitvoering van de arbitrageprocedures, worden in gelijke delen gedragen door de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten.
- (c) De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten verstrekken alle arbiters zonder onnodig uitstel de inlichtingen die nodig zijn om tot de arbitrale beslissing te komen.
- (d) Een arbitrale beslissing wordt als volgt behandeld:
 - (i) Een arbitrale beslissing heeft geen precedentwerking.
 - (ii) Een arbitrale beslissing is definitief, tenzij een rechterlijke instantie van een van de overeenkomstsluitende Staten de beslissing niet uitvoerbaar acht wegens een schending van paragraaf 5, van deze paragraaf, of van een in overeenstemming met alinea (a) vastgestelde procedureregulering die redelijkerwijs de beslissing beïnvloed zou kunnen hebben. Indien de beslissing wegens de schending onuitvoerbaar wordt geacht, wordt het arbitrageverzoek geacht niet te zijn ingediend en wordt de arbitrageprocedure geacht niet te hebben plaatsgevonden (behalve voor de toepassing van de punten (iv) en (v) van alinea (b)).
- (e) Indien op enig tijdstip voordat het arbitragepanel een beslissing over een zaak heeft doen toekomen aan de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten en aan de persoon die het arbitrageverzoek voor die zaak heeft ingediend:
 - (i) de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten onderling overeenstemming bereiken om de aangelegenheid conform paragraaf 2 te regelen; of
 - (ii) die persoon het arbitrageverzoek intrekt; of
 - (iii) een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van een van de overeenkomstsluitende Staten tijdens de afwikkeling van de arbitrageprocedure een beslissing over de zaak heeft genomen,wordt de in dit artikel bedoelde procedure betreffende de zaak beëindigd.
- (f) Wanneer er met betrekking tot een geval waarvoor een arbitrageverzoek werd ingediend nog een rechtszaak loopt of beroep is ingesteld, wordt de onderlinge regeling waarbij de arbitragebeslissing met betrekking tot het geval wordt uitgevoerd, geacht niet aanvaard te zijn door de rechtstreeks bij het geval betrokken persoon indien enig persoon, die rechtstreeks bij het geval betrokken is en partij is bij de rechtszaak of het beroep, niet alle problemen die tijdens de arbitrageprocedure opgelost werden uit het beraad door de desbetreffende rechterlijke instantie of administratieve rechtbank terugtrekt binnen de 60 dagen na ontvangst van de beslissing van het arbitragepanel. In dat geval komt de zaak niet langer in aanmerking voor verder beraad door de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten.
- (g) De bepalingen van paragraaf 5 en van deze paragraaf zijn niet van toepassing op gevallen die onder artikel 4, paragraaf 3 vallen.

Artikel 26

UITWISSELING VAN INLICHTINGEN

1. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten wisselen de inlichtingen uit die naar verwachting relevant zullen zijn voor de uitvoering van de bepalingen van deze Overeenkomst of voor de toepassing of de tenuitvoerlegging van de nationale wetgeving met betrekking tot belastingen van elke soort en benaming die worden geheven ten behoeve van de overeenkomstsluitende Staten of van de staatkundige onderdelen of lokale autoriteiten daarvan, voor zover de belastingheffing waarin die nationale wetgeving voorziet niet in strijd is met de Overeenkomst. De uitwisseling van inlichtingen wordt niet beperkt door de artikelen 1 en 2
2. De ingevolge paragraaf 1 door een overeenkomstsluitende Staat verkregen inlichtingen worden op dezelfde wijze geheim gehouden als inlichtingen die onder de nationale wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat verkregen zijn en worden uitsluitend ter kennis gebracht van personen of autoriteiten (daaronder begrepen rechterlijke instanties en administratieve lichamen) die betrokken zijn bij de vestiging of de invordering van de in paragraaf 1 bedoelde belastingen, bij de tenuitvoerlegging of vervolging ter zake van die belastingen, bij de beslissing in beroepszaken betrekking hebbend op die belastingen, of bij het toezicht daarop. Die personen of autoriteiten gebruiken die inlichtingen slechts voor die doeleinden. Zij mogen deze inlichtingen kenbaar maken tijdens openbare rechtszittingen of in rechterlijke beslissingen. Niettegenstaande het voorgaande, mogen de door een overeenkomstsluitende Staat verkregen inlichtingen voor andere doeleinden worden gebruikt indien ze overeenkomstig de wetgeving van beide overeenkomstsluitende Staten voor die andere doeleinden mogen worden gebruikt en indien de bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat die de inlichtingen verstrekt, de toestemming geeft voor dat gebruik.
3. In geen geval mogen de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat de verplichting opleggen:
 - (a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
 - (b) inlichtingen te verstrekken die niet verkrijgbaar zijn volgens de wetgeving of in de normale gang van de administratieve werkzaamheden van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
 - (c) inlichtingen te verstrekken die een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een handelswerkwijze zouden onthullen, dan wel inlichtingen waarvan het verstrekken in strijd zou zijn met de openbare orde; of
 - (d) inlichtingen te verkrijgen of te verstrekken die vertrouwelijke communicatie tussen een cliënt en een advocaat of een andere erkende wettelijke vertegenwoordiger zouden bekendmaken, wanneer die communicatie :
 - (i) plaatsvindt in het kader van het zoeken naar of het geven van juridisch advies; of
 - (ii) plaatsvindt om te worden gebruikt in het kader van een gerechtelijke actie die al bezig is of die in overweging wordt genomen.

4. Wanneer op basis van dit artikel door een overeenkomstsluitende Staat om inlichtingen is verzocht, gebruikt de andere overeenkomstsluitende Staat de middelen voor het verzamelen van inlichtingen waarover hij beschikt om de gevraagde inlichtingen te verkrijgen, zelfs al heeft die andere overeenkomstsluitende Staat die inlichtingen niet nodig voor zijn eigen belastingdoeleinden. De verplichting die in de vorige zin is vervat, is onderworpen aan de beperkingen waarin paragraaf 3 voorziet, maar die beperkingen mogen in geen geval aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan het verstrekken van inlichtingen te weigeren alleen omdat die Staat geen binnenlands belang heeft bij die inlichtingen.
5. In geen geval mogen de bepalingen van paragraaf 3 aldus worden uitgelegd dat ze een overeenkomstsluitende Staat toestaan om het verstrekken van inlichtingen te weigeren enkel en alleen omdat de inlichtingen in het bezit zijn van een bank, een andere financiële instelling, een trust, een stichting, een gevolmachtigde of een persoon die werkzaam is in de hoedanigheid van een vertegenwoordiger of een vertrouwenspersoon of omdat de inlichtingen betrekking hebben op eigendomsbelangen in een persoon.

Artikel 27

BIJSTAND VOOR DE INVORDERING VAN DE BELASTINGEN

1. De overeenkomstsluitende Staten verlenen elkaar bijstand voor de invordering van belastingvorderingen. Deze bijstand wordt niet beperkt door de artikelen 1 en 2. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten kunnen in onderlinge overeenstemming de wijze van uitvoering van dit artikel bepalen.
2. De uitdrukking "belastingvordering" zoals gebruikt in dit artikel, betekent een bedrag dat verschuldigd is met betrekking tot de volgende belastingen, voor zover de daarmee overeenstemmende belastingheffing niet in strijd is met deze Overeenkomst of met enig ander instrument waarbij de overeenkomstsluitende Staten partij zijn, alsmede de met dat bedrag verband houdende interest, administratieve boetes en kosten van invordering of van bewarende maatregelen:
 - (a) in het geval van Japan:
 - (i) de belastingen die zijn bedoeld in de punten (i) tot (iv) van artikel 2, paragraaf 1, alinea (a);
 - (ii) de bijzondere vennootschapsbelasting voor wederopbouw;
 - (iii) de verbruiksbelasting;
 - (iv) de plaatselijke verbruiksbelasting;
 - (v) de successierechten; en
 - (vi) de schenkingsrechten;
 - (b) in het geval van België:
 - (i) de belastingen die zijn bedoeld in artikel 2, paragraaf 1, alinea (b);
 - (ii) de belasting over de toegevoegde waarde;
 - (iii) de successierechten;
 - (iv) de schenkingsrechten; en
 - (v) de verkeersbelasting en de belasting op de inverkeerstelling;

- (c) elke andere belasting die te eniger tijd tussen de regeringen van de overeenkomstsluitende Staten kan worden overeengekomen via een uitwisseling van diplomatieke nota's;
 - (d) alle gelijke of in wezen gelijksoortige belastingen die na de datum van de ondertekening van deze Overeenkomst naast of in de plaats van de in alinea's (a), (b) of (c) bedoelde belastingen worden geheven.
3. Wanneer een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat ingevolge de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat voor tenuitvoerlegging vatbaar is en verschuldigd is door een persoon die op dat ogenblik op grond van de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat de invordering ervan niet kan beletten, aanvaardt de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat om die belastingvordering op verzoek van de bevoegde autoriteit van eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat in te vorderen. Die belastingvordering wordt door die andere overeenkomstsluitende Staat geïnd overeenkomstig de bepalingen van zijn wetgeving die van toepassing zijn op het vlak van de tenuitvoerlegging en de invordering van zijn eigen belastingen alsof de desbetreffende belastingvordering een belastingvordering van die andere overeenkomstsluitende Staat was die voldeed aan de voorwaarden welke die andere overeenkomstsluitende Staat toelieten om een verzoek op grond van deze paragraaf in te dienen.
4. Wanneer een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat een vordering is ter zake waarvan die overeenkomstsluitende Staat overeenkomstig zijn wetgeving bewarende maatregelen kan nemen om de invordering ervan te verzekeren, gaat de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat ermee akkoord om, op verzoek van de bevoegde autoriteit van eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat, ter zake van die belastingvordering bewarende maatregelen te nemen. Die andere overeenkomstsluitende Staat neemt ter zake van die belastingvordering bewarende maatregelen overeenkomstig de bepalingen van zijn wetgeving alsof de belastingvordering een belastingvordering van die andere overeenkomstsluitende Staat was, zelfs indien de belastingvordering in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat op het ogenblik waarop die maatregelen worden toegepast niet voor tenuitvoerlegging vatbaar is of verschuldigd is door een persoon die het recht heeft de invordering ervan te beletten.
5. De verjaringstermijnen of de voorrechten die overeenkomstig de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat van toepassing zijn op een belastingvordering wegens de aard van die vordering als zodanig, gelden niet voor een belastingvordering die door de bevoegde autoriteit van die overeenkomstsluitende Staat voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 wordt aanvaard, dit niettegenstaande de bepalingen van voornoemde paragrafen. Ter zake van een belastingvordering die voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 door de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat wordt aanvaard, kan in die overeenkomstsluitende Staat bovendien geen enkel voorrecht worden verleend dat overeenkomstig de wetgeving van de andere overeenkomstsluitende Staat op die belastingvordering van toepassing zou zijn.
6. Handelingen die door een overeenkomstsluitende Staat worden gesteld bij het invorderen van een belastingvordering die door de bevoegde autoriteit van die overeenkomstsluitende Staat voor de toepassing van paragraaf 3 of 4 wordt aanvaard en die, indien ze door de andere overeenkomstsluitende Staat zouden gesteld worden,

zouden leiden tot het schorsen of stuiten van de verjaringstermijnen die ingevolge de wetgeving van die andere overeenkomstsluitende Staat van toepassing zijn op die belastingvordering, zullen dezelfde uitwerking hebben ingevolge de wetgeving van die andere overeenkomstsluitende Staat. De bevoegde autoriteit van eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat deelt aan de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat mee dat ze dergelijke daden gesteld heeft.

7. Procedures inzake het bestaan, de geldigheid of het bedrag van een belastingvordering van een overeenkomstsluitende Staat, worden niet voorgelegd aan de rechterlijke instanties of administratieve lichamen van de andere overeenkomstsluitende Staat.
8. Wanneer op enig tijdstip nadat door de bevoegde autoriteit van een overeenkomstsluitende Staat een verzoekschrift werd ingediend overeenkomstig paragraaf 3 of 4, en vooraleer de andere overeenkomstsluitende Staat de desbetreffende belastingvordering heeft ingevorderd en aan de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat heeft overgemaakt, een belastingvordering ophoudt:
 - (a) een belastingvordering te zijn van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat die overeenkomstig de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat vatbaar is voor tenuitvoerlegging en die verschuldigd is door een persoon die op dat ogenblik overeenkomstig de wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat de invordering ervan niet kan beletten (in het geval van een verzoekschrift overeenkomstig paragraaf 3), of
 - (b) een belastingvordering te zijn van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat ter zake waarvan die overeenkomstsluitende Staat ingevolge zijn wetgeving bewarende maatregelen mag nemen om de invordering ervan te verzekeren (in het geval van een verzoekschrift overeenkomstig paragraaf 4),

brengt de bevoegde autoriteit van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat hiervan onmiddellijk op de hoogte en, naar keuze van de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat, schorst de bevoegde autoriteit van de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat haar verzoekschrift of trekt het in.

9. In geen geval mogen de bepalingen van dit artikel aldus worden uitgelegd dat zij een overeenkomstsluitende Staat de verplichting opleggen:
 - (a) administratieve maatregelen te nemen die afwijken van de wetgeving en de administratieve praktijk van die of van de andere overeenkomstsluitende Staat;
 - (b) maatregelen te nemen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;
 - (c) bijstand te verlenen indien de andere overeenkomstsluitende Staat niet alle redelijke invorderings- of bewarende maatregelen, naar het geval, heeft genomen waarover die overeenkomstsluitende Staat op grond van zijn wetgeving of zijn administratieve praktijk beschikt;
 - (d) bijstand te verlenen in de gevallen waar de administratieve last die er voor die overeenkomstsluitende Staat uit voortvloeit duidelijk niet in verhouding staat tot het voordeel dat er door de andere overeenkomstsluitende Staat uit kan worden behaald.

Artikel 28**LEDEN VAN DIPLOMATIEKE ZENDINGEN EN VAN CONSULAIRE POSTEN**

De bepalingen van deze Overeenkomst tasten in geen enkel opzicht de fiscale voorrechten aan die leden van diplomatieke zendingen of van consulaire posten ontleen aan de algemene regels van het internationaal recht of aan de bepalingen van bijzondere overeenkomsten.

Artikel 29**TITELS**

De titels van de artikelen van deze Overeenkomst zijn uitsluitend ingevoegd om verwijzingen te vergemakkelijken; zij hebben geen invloed op de interpretatie van de Overeenkomst.

Artikel 30**INWERKINGTREDING**

1. Elk van de overeenkomstsluitende Staten zendt aan de andere overeenkomstsluitende Staat langs diplomatieke weg een schriftelijke kennisgeving ter bevestiging van het feit dat zijn interne procedures die vereist zijn voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, voltooid zijn. De Overeenkomst zal in werking treden op de dertigste dag na de dag waarop de laatste kennisgeving werd ontvangen.
2. Deze Overeenkomst zal van toepassing zijn:
 - (a) in het geval van Japan:
 - (i) met betrekking tot belastingen die op grond van een belastbaar tijdperk worden geheven, op belastingen van elk belastbaar tijdperk dat begint op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt; en
 - (ii) met betrekking tot belastingen die niet op grond van een belastbaar tijdperk worden geheven, op belastingen die geheven worden op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking treedt; en
 - (b) in het geval van België :
 - (i) met betrekking tot aan de bron geheven belastingen, op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden;
 - (ii) met betrekking tot de andere belastingen naar het inkomen, op inkomsten van belastbare tijdperken die beginnen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden;
 - (iii) met betrekking tot de andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de Overeenkomst in werking is getreden.

3. De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Japan tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend in Tokio op 28 maart 1968, zoals gewijzigd door het Protocol dat op 9 november 1988 in Brussel ondertekend werd en door het Protocol dat op 26 januari 2010 in Brussel ondertekend werd (hierna "de vorige Overeenkomst" genoemd) houdt op van toepassing te zijn vanaf de datum waarop deze Overeenkomst van toepassing is op de belastingen die conform de bepalingen van paragraaf 2 onder de toepassing van deze Overeenkomst vallen.
4. De vorige Overeenkomst wordt beëindigd op de laatste dag waarop zij conform dit artikel van toepassing is.
5. Niettegenstaande de inwerkingtreding van deze Overeenkomst kan een natuurlijke persoon, die op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst recht heeft op de voordelen van artikel 20 van de vorige Overeenkomst, verder aanspraak maken op die voordelen tot het tijdstip waarop die natuurlijke persoon niet langer recht zou gehad hebben op die voordelen indien de vorige Overeenkomst verder van kracht was gebleven.

Artikel 31 **BEËINDIGING**

Deze Overeenkomst blijft van kracht totdat zij door een overeenkomstsluitende Staat is opgezegd. Elke overeenkomstsluitende Staat kan de Overeenkomst langs diplomatieke weg opzeggen door ten minste zes maanden voor het einde van elk kalenderjaar dat begint na het verstrijken van een tijdperk van vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst, aan de andere overeenkomstsluitende Staat kennis te geven van de beëindiging. In dat geval houdt de Overeenkomst op van toepassing te zijn:

- (a) in het geval van Japan:
 - (i) met betrekking tot belastingen die op grond van een belastbaar tijdperk worden geheven, op belastingen van elk belastbaar tijdperk dat begint op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving is gedaan; en
 - (ii) met betrekking tot belastingen die niet op grond van een belastbaar tijdperk worden geheven, op belastingen die geheven worden op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving is gedaan; en
- (b) in het geval van België :
 - (i) met betrekking tot de aan de bron geheven belastingen, op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;
 - (ii) met betrekking tot de andere belastingen naar het inkomen, op inkomsten van belastbare tijdperken die beginnen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan;
 - (iii) met betrekking tot de andere belastingen, op belastingen die verschuldigd zijn ter zake van belastbare feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het kalenderjaar dat onmiddellijk volgt op dat waarin de kennisgeving van de beëindiging is gedaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Tokio op 12 oktober 2016 in de Engelse taal.

PROTOCOL

Bij de ondertekening van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Japan tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontwijken van belasting (hierna "de Overeenkomst" genoemd) zijn ondergetekenden de volgende bepalingen overeengekomen die een integrerend deel van de Overeenkomst uitmaken.

1. Er is overeengekomen dat een algemene onderlinge overeenstemming die tussen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten tot stand is gekomen in het kader van artikel 25, paragraaf 3 van de Overeenkomst, in aanmerking zal worden genomen bij de interpretatie en de toepassing van de Overeenkomst.
2. Met betrekking tot artikel 4, paragraaf 1 van de Overeenkomst:
Er is overeengekomen dat een persoon in een overeenkomstsluitende Staat "aan belasting onderworpen" is, zelfs wanneer de belastingwetgeving van die overeenkomstsluitende Staat bepaalt dat het geheel of een gedeelte van zijn inkomsten van belasting vrijgesteld is of dat die persoon alleen voor sommige soorten inkomsten aan belasting onderworpen is.
3. Met betrekking tot artikel 14, paragrafen 1 en 2 van de Overeenkomst:
Er is overeengekomen dat een dienstbetrekking uitgeoefend wordt op de plaats waar de werknemer fysiek aanwezig is voor het uitoefenen van de werkzaamheden waarvoor de lonen, salarissen en andere soortgelijke beloningen betaald worden, en dit ongeacht de plaats waar de arbeidsovereenkomst werd opgemaakt, de woonplaats van de werkgever of van de persoon die de beloningen betaalt, de plaats van betaling van de beloningen, of de plaats waar de resultaten van het werk van de werknemer worden geëxploiteerd.
4. Met betrekking tot artikel 23, paragraaf 2, alinea (a) van de Overeenkomst:
Voor de toepassing van die alinea:
 - (a) is een inkomensbestanddeel daadwerkelijk belast in Japan wanneer dat inkomensbestanddeel in Japan aan de belasting onderworpen is en aldaar geen belastingvrijstelling geniet.
 - (b) is een inkomensbestanddeel belast in Japan wanneer dat inkomensbestanddeel in Japan onderworpen is aan het belastingstelsel dat normaal op dat inkomensbestanddeel van toepassing is overeenkomstig de Japanse belastingwetgeving.
5. Met betrekking tot artikel 23, paragraaf 2, alinea (e) van de Overeenkomst:
Voor de toepassing van de vermindering die ingevolge die alinea wordt verleend, omvatten de dividenden die deel uitmaken van het samengetelde inkomen dat aan de Belgische belasting onderworpen is de Japanse belasting die overeenkomstig artikel 10, paragraaf 2 van de Overeenkomst van die dividenden geheven werd.
6. Met betrekking tot artikel 25, paragraaf 3, van de Overeenkomst:
Er is overeengekomen dat de tweede zin van die paragraaf de overeenkomstsluitende Staten niet toestaat om dubbele belasting te vermijden wanneer het feit dat in dergelijke belastingverlichting voorzien wordt in strijd zou zijn met de bepalingen van hun

respectieve binnenlandse wetgevingen of andere van toepassing zijnde belastingverdragen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Tokio op 12 oktober 20126 in de Engelse taal.

CONVENTION
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
JAPAN
FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND THE PREVENTION OF TAX
EVASION AND AVOIDANCE

CONVENTION
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
JAPAN
FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME AND THE PREVENTION OF TAX
EVASION AND AVOIDANCE

the Kingdom of Belgium
(including the Flemish Community,
the French Community,
the German-speaking Community,
the Flemish Region,
the Walloon Region,
and the Brussels-Capital Region),
on the one hand,

and

Japan,
on the other hand,

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their cooperation in tax matters,

Intending to conclude a Convention for the elimination of double taxation with respect to taxes on income without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Convention for the indirect benefit of residents of third States),

Have agreed as follows:

Article 1
PERSONS COVERED

1. This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Convention, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes

of taxation by that Contracting State, as the income of a resident of that Contracting State. In no case shall the provisions of this paragraph be construed so as to restrict in any way a Contracting State's right to tax the residents of that Contracting State. For the purposes of this paragraph, the term "fiscally transparent" means situations where, under the tax law of a Contracting State, income or part thereof of an entity or arrangement is not taxed at the level of the entity or arrangement but at the level of the persons who have an interest in that entity or arrangement as if that income or part thereof were directly derived by such persons at the time when that income or part thereof is realised whether or not that income or part thereof is distributed by that entity or arrangement to such persons.

Article 2 **TAXES COVERED**

1. The existing taxes to which this Convention shall apply are:
 - (a) in the case of Japan:
 - (i) the income tax;
 - (ii) the corporation tax;
 - (iii) the special income tax for reconstruction;
 - (iv) the local corporation tax; and
 - (v) the local inhabitant taxes(hereinafter referred to as "Japanese tax"); and
 - (b) in the case of Belgium:
 - (i) the individual income tax;
 - (ii) the corporate income tax;
 - (iii) the income tax on legal entities;
 - (iv) the income tax on non-residents; and

(v) the withholding tax on immovable property;

including the prepayments and the surcharges on these taxes and prepayments

(hereinafter referred to as “Belgian tax”).

2. This Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3 GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
- (a) the term “Japan”, when used in a geographical sense, means all the territory of Japan, including its territorial sea, in which the laws relating to Japanese tax are in force, and all the area beyond its territorial sea, including the seabed and subsoil thereof, over which Japan has sovereign rights in accordance with international law and in which the laws relating to Japanese tax are in force;
 - (b) the term “Belgium” means the Kingdom of Belgium; used in a geographical sense, it means the territory of the Kingdom of Belgium, including the territorial sea, and any other area in the sea within which the Kingdom of Belgium, in accordance with international law, exercises sovereign rights or its jurisdiction;
 - (c) the terms “a Contracting State” and “the other Contracting State” mean Belgium or Japan, as the context requires;
 - (d) the term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;
 - (e) the term “company” means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - (f) the term “enterprise” applies to the carrying on of any business;
 - (g) the terms “enterprise of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - (h) the term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;
 - (i) the term “national”, in relation to a Contracting State, means:

- (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
- (j) the term “competent authority” means:
 - (i) in the case of Japan, the Minister of Finance or his authorised representative; and
 - (ii) in the case of Belgium, as the case may be, the Minister in charge of finance of the Federal Government and/or of the Government of a Region and/or of a Community, or his authorised representative;
- (k) the term “business” includes the performance of professional services and of other activities of an independent character; and
- (l) the term “pension fund” means any person that:
 - (i) is established under the laws of a Contracting State; and
 - (ii) is operated principally to administer or provide pensions, retirement benefits or other similar remuneration or to earn income for the benefit of one or more persons operated principally to administer or provide pensions, retirement benefits or other similar remuneration;

provided that it is:

- (iii) in the case of Japan, exempt from tax in Japan with respect to income derived from the activities described in clause (ii);
 - (iv) in the case of Belgium, supervised by the Financial Services and Markets Authority or by the National Bank of Belgium or registered with the Belgian Federal Public Service Finance.
2. As regards the application of this Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the laws of that Contracting State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that Contracting State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Contracting State.

Article 4 RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of a Contracting State” means any person who, under the laws of that Contracting State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of head or main office, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that Contracting State and any political subdivision or local authority thereof. This

term, however, does not include any person who is liable to tax in that Contracting State in respect only of income from sources in that Contracting State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
 - (a) he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - (b) if the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has an habitual abode;
 - (c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State of which he is a national;
 - (d) if he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to determine by mutual agreement the Contracting State of which such person shall be deemed to be a resident for the purposes of this Convention, having regard to its place of head or main office, its place of effective management, the place where it is incorporated or otherwise constituted and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall be deemed not to be a resident of either Contracting State for the purposes of Articles 6 to 21.

Article 5

PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term “permanent establishment” includes especially:
 - (a) a place of management;
 - (b) a branch;
 - (c) an office;
 - (d) a factory;

- (e) a workshop; and
 - (f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site or construction or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than twelve months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:
- (a) the use of facilities solely for the purpose of storage or display of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - (b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage or display;
 - (c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - (d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - (e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in subparagraphs (a) to (d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
 - (f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Paragraph 4 shall not apply to a fixed place of business that is used or maintained by an enterprise if the same enterprise or a closely related enterprise carries on business activities at the same place or at another place in the same Contracting State and
- (a) that place or other place constitutes a permanent establishment for the enterprise or the closely related enterprise under the provisions of this Article, or
 - (b) the overall activity resulting from the combination of the activities carried on by the two enterprises at the same place, or by the same enterprise or closely related enterprises at the two places, is not of a preparatory or auxiliary character,

provided that the business activities carried on by the two enterprises at the same place, or by the same enterprise or closely related enterprises at the two places, constitute complementary functions that are part of a cohesive business operation.

6. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 but subject to the provisions of paragraph 7, where a person is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise and, in doing so, habitually concludes contracts, or habitually plays the principal role leading to the conclusion of contracts that are routinely concluded without material modification by the enterprise, and these contracts are
 - (a) in the name of the enterprise, or
 - (b) for the transfer of the ownership of, or for the granting of the right to use, property owned by that enterprise or that the enterprise has the right to use, or
 - (c) for the provision of services by that enterprise,that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
7. Paragraph 6 shall not apply where the person acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State carries on business in the first-mentioned Contracting State as an independent agent and acts for the enterprise in the ordinary course of that business. Where, however, a person acts exclusively or almost exclusively on behalf of one or more enterprises to which it is closely related, that person shall not be considered to be an independent agent within the meaning of this paragraph with respect to any such enterprise.
8. For the purposes of this Article, a person is closely related to an enterprise if, based on all the relevant facts and circumstances, one has control of the other or both are under the control of the same persons or enterprises. In any case, a person shall be considered to be closely related to an enterprise if one possesses directly or indirectly more than 50 per cent of the beneficial interest in the other (or, in the case of a company, more than 50 per cent of the aggregate vote and value of the company's shares or of the beneficial equity interest in the company) or if another person possesses directly or indirectly more than 50 per cent of the beneficial interest (or, in the case of a company, more than 50 per cent of the aggregate vote and value of the company's shares or of the beneficial equity interest in the company) in the person and the enterprise.
9. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other Contracting State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6
INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the laws of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7
BUSINESS PROFITS

1. Profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that Contracting State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits that are attributable to the permanent establishment in accordance with the provisions of paragraph 2 may be taxed in that other Contracting State.
2. For the purposes of this Article and Article 23, the profits that are attributable in each Contracting State to the permanent establishment referred to in paragraph 1 are the profits it might be expected to make, in particular in its dealings with other parts of the enterprise, if it were a separate and independent enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions, taking into account the functions performed, assets used and risks assumed by the enterprise through the permanent establishment and through the other parts of the enterprise.
3. Where, in accordance with paragraph 2, a Contracting State adjusts the profits that are attributable to a permanent establishment of an enterprise of one of the Contracting States and taxes accordingly profits of the enterprise that have been charged to tax in the other Contracting State, that other Contracting State shall, to the extent necessary to eliminate double taxation on these profits, make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.
4. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8
SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits of an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that Contracting State.
2. Notwithstanding the provisions of Article 2, an enterprise of a Contracting State shall be exempt in respect of its carrying on the operation of ships or aircraft in international traffic from, in the case of an enterprise of Belgium, the enterprise tax of Japan and, in the case of an enterprise of Japan, any tax similar to the enterprise tax of Japan which is imposed after the date of signature of this Convention in Belgium.
3. The provisions of the preceding paragraphs of this Article shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9
ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where
 - (a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - (b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that Contracting State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other Contracting State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned Contracting State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other Contracting State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, a Contracting State shall not change the profits of an enterprise of that Contracting State in the circumstances referred to in that paragraph after ten years from the end of the taxable period in

which the profits that would be subjected to such change would, but for the conditions referred to in that paragraph, have accrued to that enterprise.

Article 10 DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that Contracting State according to the laws of that Contracting State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State shall be taxable only in the other Contracting State if the beneficial owner of the dividends is a resident of that other Contracting State and is either:
 - (a) a company which has owned, directly or indirectly, at least 10 per cent of the voting power of the company paying the dividends for the period of six months ending on the date on which entitlement to the dividends is determined; or
 - (b) a pension fund, provided that such dividends are derived from the activities referred to in clause (ii) of subparagraph (l) of paragraph 1 of Article 3.
4. The provisions of subparagraph (a) of paragraph 3 shall not apply in the case of dividends paid by a company which is entitled to a deduction for dividends paid to its beneficiaries in computing its taxable income in Japan.
5. The provisions of paragraphs 2 to 4 shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.
6. The term “dividends” as used in this Article means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident.
7. The provisions of paragraphs 1 to 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

8. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other Contracting State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other Contracting State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other Contracting State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other Contracting State.

Article 11 INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. However, interest arising in a Contracting State may also be taxed in that Contracting State according to the laws of that Contracting State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be taxable only in the other Contracting State if it is:
 - (a) paid by an enterprise of that Contracting State and beneficially owned by an enterprise of that other Contracting State;
 - (b) beneficially owned by a pension fund that is a resident of that other Contracting State, provided that such interest is derived from the activities referred to in clause (ii) of subparagraph (l) of paragraph 1 of Article 3;
 - (c) beneficially owned by the Government of that other Contracting State, a political subdivision or local authority thereof, the central bank thereof or any institution wholly owned by that Government or political subdivision or local authority; or
 - (d) beneficially owned by a resident of that other Contracting State with respect to debt-claims guaranteed, insured or indirectly financed by any institution wholly owned by the Government of that other Contracting State or a political subdivision or local authority thereof.
4. The provisions of paragraph 3 shall not apply to interest that is determined by reference to receipts, sales, income, profits or other cash flow of the debtor or a related person, to any change in the value of any property of the debtor or a related person or to any dividends, partnership distribution or similar payment made by the debtor or a related person.
5. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, and all

other income that is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the tax laws of the Contracting State in which the income arises. Income dealt with in Article 10 and penalty charges for late payment shall not, however, be regarded as interest for the purposes of this Article.

6. The provisions of paragraphs 1 to 4 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
7. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that Contracting State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.
8. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12 ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other Contracting State.
2. The term “royalties” as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, or any patent, trade mark, design or model, plan, or secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
4. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that Contracting State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such

permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.

5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13 CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares of a company or comparable interests, such as interests in a partnership or trust, may be taxed in the other Contracting State if, at any time during the 365 days preceding the alienation, these shares or comparable interests derived at least 50 per cent of their value directly or indirectly from immovable property, as defined in Article 6, situated in that other Contracting State, unless the shares or comparable interests are traded on a recognised stock exchange specified in subparagraph (b) of paragraph 8 of Article 22 and the resident and persons related to that resident own in the aggregate 5 per cent or less of the class of the shares or comparable interests.
3. Gains from the alienation of any property, other than immovable property, forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other Contracting State.
4. Gains derived by an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or any property, other than immovable property, pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that Contracting State.
5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in the preceding paragraphs of this Article shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14
INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that Contracting State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Contracting State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned Contracting State if:
 - (a) the recipient is present in the other Contracting State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the taxable period concerned;
 - (b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other Contracting State; and
 - (c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other Contracting State.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that Contracting State.

Article 15
DIRECTORS' FEES

1. Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors, or of a similar organ, of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.
2. The provisions of paragraph 1 shall apply mutatis mutandis to remuneration derived in respect of the discharge of functions which, under the laws of the Contracting State of which the company is a resident, are regarded as functions of a similar nature as those exercised by a person in his capacity referred to in that paragraph.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the provisions of Article 14 shall apply mutatis mutandis to remuneration derived by a resident of either Contracting State referred to in paragraph 1 from a company which is a resident of Belgium in respect of the discharge of day-to-day functions of a managerial or technical, commercial or financial nature, as if such remuneration were derived by an employee in respect of an employment and as if references to the "employer" in subparagraphs (b) and (c) of paragraph 2 of Article 14 were references to the "company". The provisions of this paragraph shall also apply to remuneration derived by a resident of either Contracting State in respect of his

day-to-day activity as a partner of a company, other than a company with share capital, which is a resident of Belgium.

Article 16
ENTERTAINERS AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Article 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other Contracting State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17
PENSIONS AND ALIMONY

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration beneficially owned by a resident of a Contracting State shall be taxable only in that Contracting State. However, such pensions and other similar remuneration may also be taxed in the other Contracting State if they arise in that other Contracting State.
2. Periodic payments, including payments for the support of a child, made by reason of divorce or separation and paid by a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned Contracting State. However, such payments shall not be taxable in either Contracting State if the individual making such payments is not entitled to a deduction for such payments in computing taxable income in the first-mentioned Contracting State.

Article 18
GOVERNMENT SERVICE

1. (a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Contracting State or political subdivision or local authority shall be taxable only in that Contracting State.
- (b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other Contracting State and the individual is a resident of that other Contracting State who:
 - (i) is a national of that other Contracting State; or
 - (ii) did not become a resident of that other Contracting State solely for the purpose of rendering the services.

2. (a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds which are created by or to which contributions are made by, a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that Contracting State or political subdivision or local authority shall be taxable only in that Contracting State.
- (b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that other Contracting State.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof.

Article 19 STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in the first-mentioned Contracting State, provided that such payments arise from sources outside the first-mentioned Contracting State. The exemption provided by this Article shall apply to a business apprentice only for a period not exceeding one year from the date on which he first begins his training in the first-mentioned Contracting State.

Article 20 SILENT PARTNERSHIP (TOKUMEI KUMIAI)

Notwithstanding any other provisions of this Convention, any income and gains derived by a silent partner who is a resident of Belgium in respect of a silent partnership (Tokumei Kumiai) contract or another similar contract may be taxed in Japan according to its laws if such income and gains arise in Japan.

Article 21 OTHER INCOME

1. Items of income beneficially owned by a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that Contracting State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the beneficial owner of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

3. Where, by reason of a special relationship between the resident referred to in paragraph 1 and the payer or between both of them and some other person, the amount of the income referred to in paragraph 1 exceeds the amount which would have been agreed upon between them in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the income shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 22

ENTITLEMENT TO BENEFITS

1. Except as otherwise provided in this Article, a resident of a Contracting State shall be entitled to the benefits granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 only if such resident is a qualified person as defined in paragraph 2.
2. A resident of a Contracting State is a qualified person only if such resident is either:
 - (a) an individual;
 - (b) the Government of that Contracting State, any political subdivision or local authority thereof or the central bank thereof;
 - (c) a company, if its principal class of shares is regularly traded on one or more recognised stock exchanges;
 - (d) a bank, an insurance company or a securities dealer that is established and regulated as such under the laws of that Contracting State;
 - (e) a pension fund, provided that as of the beginning of the taxable period in which the claim to the benefit is made:
 - (i) more than 50 per cent of the beneficiaries, members or participants of the pension fund are individuals who are residents of either Contracting State; or
 - (ii) more than 75 per cent of the contributions made to the pension fund is derived from residents of either Contracting State which are qualified persons;
 - (f) an organisation established under the laws of that Contracting State and operated exclusively for a religious, charitable, educational, scientific, artistic, cultural or public purpose, only if the tax laws of that Contracting State provide that all or part of its income is exempted from tax or that such person is only subjected to tax with respect to some types of income; or
 - (g) a person other than an individual, if residents of either Contracting State that are qualified persons by reason of either of subparagraphs (a) to (f) own, directly or indirectly, at least 50 per cent of the voting power or other beneficial interests of the person.

3. A resident of a Contracting State shall be entitled to a benefit granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 with respect to an item of income described in the respective paragraph if persons that are equivalent beneficiaries own, directly or indirectly, at least 75 per cent of the voting power or other beneficial interests of that resident.
4. For the purposes of applying the provisions of subparagraph (g) of paragraph 2 and paragraph 3, a resident of a Contracting State shall be considered to satisfy the conditions described in that subparagraph or paragraph only if such resident satisfies those conditions during the twelve month period preceding the date of the payment (or, in the case of dividends, the date on which entitlement to the dividends is determined).
5. (a) A resident of a Contracting State shall be entitled to the benefits granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 with respect to an item of income described in the respective paragraph derived from the other Contracting State if:
 - (i) the resident is carrying on business in the first-mentioned Contracting State (other than the business of making or managing investments for the resident's own account, unless the business is banking, insurance or securities business carried on by a bank, insurance company or securities dealer); and
 - (ii) that item of income is derived in connection with, or is incidental to, that business.
- (b) If a resident of a Contracting State derives an item of income from a business carried on by that resident in the other Contracting State or derives an item of income arising in the other Contracting State from a person that has with the resident a relationship described in subparagraph (a) or (b) of paragraph 1 of Article 9, the conditions described in subparagraph (a) of this paragraph shall be considered to be satisfied with respect to such item of income only if the business carried on in the first-mentioned Contracting State is substantial in relation to the business carried on in that other Contracting State. Whether such business is substantial for the purpose of this subparagraph shall be determined on the basis of all the facts and circumstances.
- (c) In determining whether a person is carrying on business in a Contracting State under subparagraph (a) of this paragraph, the business conducted by a partnership in which that person is a partner and the business conducted by persons connected to such person shall be deemed to be conducted by such person. A person shall be connected to another if one owns, directly or indirectly, at least 50 per cent of the beneficial interests in the other (or, in the case of a company, at least 50 per cent of the voting power of the company) or a third person owns, directly or indirectly, at least 50 per cent of the beneficial interests (or, in the case of a company, at least 50 per cent of the voting power of the company) in each person. In any case, a person shall be considered to be connected to another if, on the basis of all the facts and circumstances, one has control of the other or both are under the control of the same person or

persons.

6. (a) A resident of a Contracting State shall be entitled to the benefits granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 with respect to an item of income described in the respective paragraph derived from the other Contracting State if:
 - (i) that resident functions as a headquarters company for a multinational corporate group; and
 - (ii) the item of income derived from that other Contracting State either is derived in connection with, or is incidental to, the business referred to in clause (ii) of subparagraph (b).
 - (b) A resident of a Contracting State shall be considered a headquarters company for a multinational corporate group for the purpose of subparagraph (a) only if:
 - (i) that resident provides a substantial portion of the overall supervision and administration of the group or provides financing for the group;
 - (ii) the group consists of companies which are residents in, and are carrying on business in, at least five countries, and the business carried on in each of the five countries generates at least 5 per cent of the gross income of the group;
 - (iii) the business carried on in any one country other than that Contracting State generate less than 50 per cent of the gross income of the group;
 - (iv) no more than 50 per cent of its gross income is derived from the other Contracting State;
 - (v) that resident has, and exercises, independent discretionary authority to carry out the functions referred to in clause (i); and
 - (vi) that resident is subject to the same income taxation rules in that Contracting State as persons described in paragraph 5.
 - (c) For the purposes of subparagraph (b), a resident of a Contracting State shall be deemed to satisfy the gross income requirements described in clause (ii), (iii) or (iv) of that subparagraph for the taxable period in which the item of income is derived if that resident satisfies each of those gross income requirements when averaging the gross income of the three taxable periods preceding that taxable period.
7. A resident of a Contracting State that is neither a qualified person nor entitled under paragraph 3, 5 or 6 to a benefit granted by the provisions of paragraph 3 of Article 10, paragraph 3 of Article 11 or paragraph 1 of Article 12 shall nevertheless be entitled to such benefits if the competent authority of the other Contracting State determines, in accordance with its domestic law or administrative practice, that the establishment, acquisition or maintenance of

such resident and the conduct of its operations did not have the obtaining of such benefits as one of the principal purposes.

8. For the purposes of this Article:
 - (a) the term “principal class of shares” means the class or classes of shares of a company which represent a majority of the voting power of the company;
 - (b) the term “recognised stock exchange” means:
 - (i) any stock exchange established under the terms of the Financial Instruments and Exchange Law (Law No. 25 of 1948) of Japan;
 - (ii) any regulated market pursuant to the Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments and amending Directive 2002/92/EC and Directive 2011/61/EU (as amended) or any successor Directive;
 - (iii) Hong Kong Exchanges and Clearing, the NASDAQ System, the New York Stock Exchange, Singapore Exchange, SIX Swiss Exchange and the Taiwan Stock Exchange; and
 - (iv) any other stock exchange which the competent authorities of the Contracting States agree to recognise for the purposes of this Article;
 - (c) the term “equivalent beneficiary” means any person who would be entitled to a benefit, with respect to the item of income in respect of which the benefit of this Convention is claimed to a Contracting State, granted by that Contracting State under the law of that Contracting State, this Convention or any other international instrument, provided that such benefit is equivalent to the benefit to be granted to that item of income under the Convention;
 - (d) the term “gross income” means the total revenues derived by an enterprise from its business, less the direct costs of obtaining such revenues.
9. Notwithstanding the other provisions of this Convention, a benefit under the Convention shall not be granted in respect of an item of income if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of the Convention.
10. Where, pursuant to any provisions of this Convention, a Contracting State relieves or exempts from tax income of a resident of the other Contracting State and, under the laws of that other Contracting State, the resident is subjected to tax in that other Contracting State only on that part of such income as is remitted

to or received in that other Contracting State, then such relief or exemption shall apply only to so much of such income as is remitted to or received in that other Contracting State.

Article 23
ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the laws of Japan regarding the allowance as a credit against Japanese tax of tax payable in any country other than Japan, where a resident of Japan derives income from Belgium which may be taxed in Belgium in accordance with the provisions of this Convention, the amount of Belgian tax payable in respect of that income shall be allowed as a credit against the Japanese tax imposed on that resident. The amount of credit, however, shall not exceed the amount of the Japanese tax which is appropriate to that income.
2. (a) Where a resident of Belgium derives income, not being dividends, interest or royalties, which is taxed in Japan in accordance with the provisions of this Convention, Belgium shall exempt such income from tax but if such resident is an individual, Belgium shall only exempt such income from tax to the extent that such income is effectively taxed in Japan.
(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a) and any other provision of this Convention, Belgium shall, for the determination of the additional taxes established by Belgian municipalities and conurbations, take into account the earned income (*revenus professionnels – beroepsinkomsten*) that is exempted from tax in Belgium in accordance with that subparagraph. These additional taxes shall be calculated on the tax which would be payable in Belgium if the earned income in question had arisen in Belgium.

Where in accordance with any provision of the Convention income derived by a resident of Belgium is exempted from tax in Belgium, Belgium may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, apply the rate of tax which would have been applicable if such income had not been exempted.

- (c) Dividends derived by a company which is a resident of Belgium from a company which is a resident of Japan shall be exempted from the corporate income tax in Belgium under the conditions and within the limits provided for in Belgian law.
- (d) Where a company which is a resident of Belgium derives from a company which is a resident of Japan dividends which are not exempted in accordance with subparagraph (c), such dividends shall nevertheless be exempted from the corporate income tax in Belgium if the company which is a resident of Japan is effectively engaged in the active conduct of a business in Japan. In such case, such dividends shall be exempted under the conditions provided for in Belgian law except those conditions that are related to the taxation of the company which is a resident of Japan or the income out of which the dividends are paid. The provisions of this subparagraph shall only apply to dividends paid out of income generated by the active conduct of a business and shall not apply

to the extent that the company that is a resident of Japan has deducted, or may deduct, the dividends from its profits.

For the purposes of this subparagraph, a company shall not be considered to be effectively engaged in the active conduct of a business in Japan where such company is an investment company, a financing company (other than a bank) or a treasury company or where such company holds any portfolio investment or any copyright, patent, trade mark, design, model, plan, secret formula or process which represents in the aggregate more than a third of its assets and such holding is not part of the active conduct of a business.

- (e) Where a company which is a resident of Belgium derives from a company which is a resident of Japan dividends which are included in its aggregate income for Belgian tax purposes and which are not exempted from the corporate income tax according to subparagraph (c) or (d), the Japanese tax charged on such dividends in accordance with paragraph 2 of Article 10 shall be allowed as a credit against Belgian tax relating to such dividends. The credit allowed shall not exceed that part of the Belgian tax which is proportionally relating to such dividends.
- (f) Subject to the provisions of Belgian law regarding the deduction from Belgian tax of taxes paid abroad, where a resident of Belgium derives items of his aggregate income for Belgian tax purposes which are interest or royalties, the Japanese tax charged on that income shall be allowed as a credit against Belgian tax relating to such income.
- (g) Where, in accordance with Belgian law, losses incurred by an enterprise carried on by a resident of Belgium in a permanent establishment situated in Japan have been effectively deducted from the profits of that enterprise for its taxation in Belgium, the exemption provided for in subparagraph (a) shall not apply in Belgium to the profits of other taxable periods attributable to that permanent establishment to the extent that those profits have also been exempted from tax in Japan by reason of deduction of such losses.

Article 24 **NON-DISCRIMINATION**

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Contracting State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. The provisions of this paragraph shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other Contracting State than the taxation levied on enterprises of that other Contracting State carrying on the same activities. The provisions of this paragraph shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and

reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 8 of Article 11, paragraph 5 of Article 12 or paragraph 3 of Article 21 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purposes of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned Contracting State.
4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Contracting State are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities.

Article 25 **MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE**

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those Contracting States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the provisions of this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.
3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of this Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.
4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this Article.

5. Where,
- (a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and
 - (b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the presentation of the case to the competent authority of the other Contracting State,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either Contracting State. Unless a person directly affected by the case informs the competent authority of a Contracting State, within 45 days from the communication of the mutual agreement that implements the arbitration decision or a longer period agreed upon by the competent authorities of the Contracting States in a particular case, that he does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these Contracting States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

6. For the purposes of applying the provisions of paragraph 5:
- (a) The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement establish a procedure in order to ensure that an arbitration decision will be implemented within two years from a request for arbitration as referred to in paragraph 5 unless actions or inaction of a person directly affected by the case in respect of which the request for arbitration has been made hinder the resolution of the case or unless the competent authorities of the Contracting States and that person otherwise agree.
 - (b) An arbitration panel shall be established in accordance with the following rules:
 - (i) An arbitration panel shall consist of three arbitrators who are individuals with expertise or experience in international tax matters.
 - (ii) Each of the competent authorities of the Contracting States shall appoint one arbitrator who may, but need not, be a national of either Contracting State. The two arbitrators appointed by the competent authorities of the Contracting States shall appoint the third arbitrator who serves as the chair of the arbitration panel in accordance with the procedures agreed by the competent authorities of the Contracting States.
 - (iii) No arbitrator shall be an employee of the tax authority of either Contracting State, nor have dealt with the case in respect of

which the request for arbitration has been made in any capacity. The third arbitrator shall not be a national of either Contracting State, nor have had his usual place of residence in either Contracting State, nor have been employed by either Contracting State.

- (iv) The competent authorities of the Contracting States shall ensure that all arbitrators agree, in statements sent to each of the competent authorities of the Contracting States, prior to their acting in an arbitration proceeding, to abide by and be subject to the same confidentiality and non-disclosure obligations as those described in paragraph 2 of Article 26 and under the laws of the Contracting States.
- (v) Each of the competent authorities of the Contracting States shall bear the costs of its appointed arbitrator and its own expenses. The costs of the third arbitrator and other expenses associated with the conduct of the arbitration proceedings shall be borne by the competent authorities of the Contracting States in equal shares.
- (c) The competent authorities of the Contracting States shall provide the information necessary for the arbitration decision to all arbitrators without undue delay.
- (d) An arbitration decision shall be treated as follows:
 - (i) An arbitration decision has no precedential value.
 - (ii) An arbitration decision shall be final, unless that decision is found to be unenforceable by a court of either Contracting State due to a violation of paragraph 5, of this paragraph or of any procedural rule determined in accordance with subparagraph (a) that may reasonably have affected the decision. If the decision is found to be unenforceable due to the violation, the request for arbitration shall be considered not to have been made and the arbitration process shall be considered not to have taken place (except for the purposes of clauses (iv) and (v) of subparagraph (b)).
- (e) Where at any time before the arbitration panel has delivered a decision on a case to the competent authorities of the Contracting States and to the person who made the request for arbitration in respect of the case:
 - (i) the competent authorities of the Contracting States reach a mutual agreement to resolve the case pursuant to paragraph 2; or
 - (ii) that person withdraws the request for arbitration; or
 - (iii) a decision concerning the case is rendered by a court or administrative tribunal of either Contracting State during the arbitration proceedings;

the procedures under this Article in respect of the case shall terminate.

- (f) Where a case in respect of which a request for arbitration has been made is pending in litigation or appeal, the mutual agreement that implements the arbitration decision on the case shall be considered not to be accepted by the person directly affected by the case if any person directly affected by the case who is a party to the litigation or appeal does not withdraw, within 60 days after receiving the decision of the arbitration panel, from consideration by the relevant court or administrative tribunal all issues resolved in the arbitration proceedings. In this case, the case shall not be eligible for any further consideration by the competent authorities of the Contracting States.
- (g) The provisions of paragraph 5 and this paragraph shall not apply to cases falling within paragraph 3 of Article 4.

Article 26 **EXCHANGE OF INFORMATION**

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.
2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic law of that Contracting State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both Contracting States and the competent authority of the Contracting State supplying the information authorises such use.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - (b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
 - (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or

- information the disclosure of which would be contrary to public policy;
or
- (d) to obtain or provide information that would reveal confidential communications between a client and an attorney, solicitor or other admitted legal representative where such communications are:
- (i) produced for the purposes of seeking or providing legal advice;
or
- (ii) produced for the purposes of use in existing or contemplated legal proceedings.
4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other Contracting State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, trust, foundation, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27
ASSISTANCE IN THE COLLECTION OF TAXES

1. The Contracting States shall lend assistance to each other in the collection of revenue claims. This assistance is not restricted by Articles 1 and 2. The competent authorities of the Contracting States may by mutual agreement settle the mode of application of this Article.
2. The term “revenue claim” as used in this Article means an amount owed in respect of the following taxes, insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention or any other instrument to which the Contracting States are parties, as well as interest, administrative penalties and costs of collection or conservancy related to such amount:
- (a) in the case of Japan:
- (i) the taxes referred to in clauses (i) to (iv) of subparagraph (a) of paragraph 1 of Article 2;
- (ii) the special corporation tax for reconstruction;
- (iii) the consumption tax;
- (iv) the local consumption tax;

- (v) the inheritance tax; and
 - (vi) the gift tax;
 - (b) in the case of Belgium:
 - (i) the taxes referred to in subparagraph (b) of paragraph 1 of Article 2;
 - (ii) the value added tax;
 - (iii) the inheritance taxes;
 - (iv) the gift taxes; and
 - (v) the circulation tax and the tax on the entry into traffic service;
 - (c) any other tax as may be agreed upon from time to time between the Governments of the Contracting States through an exchange of diplomatic notes;
 - (d) any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of this Convention in addition to, or in place of, the taxes covered by subparagraph (a), (b) or (c).
3. When a revenue claim of a Contracting State is enforceable under the laws of that Contracting State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that Contracting State, prevent its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that Contracting State, be accepted for purposes of collection by the competent authority of the other Contracting State. That revenue claim shall be collected by that other Contracting State in accordance with the provisions of its laws applicable to the enforcement and collection of its own taxes as if the revenue claim were a revenue claim of that other Contracting State that met the conditions allowing that other Contracting State to make a request under this paragraph.
4. When a revenue claim of a Contracting State is a claim in respect of which that Contracting State may, under its law, take measures of conservancy with a view to ensure its collection, that revenue claim shall, at the request of the competent authority of that Contracting State, be accepted for purposes of taking measures of conservancy by the competent authority of the other Contracting State. That other Contracting State shall take measures of conservancy in respect of that revenue claim in accordance with the provisions of its laws as if the revenue claim were a revenue claim of that other Contracting State even if, at the time when such measures are applied, the revenue claim is not enforceable in the first-mentioned Contracting State or is owed by a person who has a right to prevent its collection.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 3 and 4, a revenue claim accepted by the competent authority of a Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that Contracting State, be subject to the time limits or accorded any priority applicable to a revenue claim under the laws of that Contracting State by reason of its nature as such. In addition, a revenue claim accepted by

the competent authority of a Contracting State for the purposes of paragraph 3 or 4 shall not, in that Contracting State, have any priority applicable to that revenue claim under the laws of the other Contracting State.

6. Acts carried out by a Contracting State in the collection of a revenue claim accepted by the competent authority of that Contracting State for purposes of paragraph 3 or 4 which if they were carried out by the other Contracting State would have the effect of suspending or interrupting the time limits applicable to the revenue claim in accordance with the laws of that other Contracting State shall have such effect under the laws of that other Contracting State. The competent authority of the first-mentioned Contracting State shall inform the competent authority of the other Contracting State of having carried out such acts.
7. Proceedings with respect to the existence, validity or the amount of a revenue claim of a Contracting State shall not be brought before the courts or administrative bodies of the other Contracting State.
8. Where, at any time after a request has been made by the competent authority of a Contracting State under paragraph 3 or 4 and before the other Contracting State has collected and remitted the relevant revenue claim to the first-mentioned Contracting State, the relevant revenue claim ceases to be
 - (a) in the case of a request under paragraph 3, a revenue claim of the first-mentioned Contracting State that is enforceable under the laws of that Contracting State and is owed by a person who, at that time, cannot, under the laws of that Contracting State, prevent its collection, or
 - (b) in the case of a request under paragraph 4, a revenue claim of the first-mentioned Contracting State in respect of which that Contracting State may, under its laws, take measures of conservancy with a view to ensure its collection

the competent authority of the first-mentioned Contracting State shall promptly notify the competent authority of the other Contracting State of that fact and, at the option of the competent authority of the other Contracting State, the competent authority of the first-mentioned Contracting State shall either suspend or withdraw its request.

9. In no case shall the provisions of this Article be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
 - (b) to carry out measures which would be contrary to public policy;
 - (c) to provide assistance if the other Contracting State has not pursued all reasonable measures of collection or conservancy, as the case may be, available under its laws or administrative practice;
 - (d) to provide assistance in those cases where the administrative burden for that Contracting State is clearly disproportionate to the benefit to be

derived by the other Contracting State.

Article 28

MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 29

HEADINGS

The headings of the Articles of this Convention are inserted for convenience of reference only and shall not affect the interpretation of the Convention.

Article 30

ENTRY INTO FORCE

1. Each of the Contracting States shall send in writing and through diplomatic channels to the other Contracting State the notification confirming that its internal procedures necessary for the entry into force of this Convention have been completed. The Convention shall enter into force on the thirtieth day after the date of receipt of the latter notification.
2. This Convention shall be applicable:
 - (a) in the case of Japan:
 - (i) with respect to taxes levied on the basis of a taxable period, for taxes for any taxable period beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention enters into force; and
 - (ii) with respect to taxes levied not on the basis of a taxable period, for taxes levied on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention enters into force; and
 - (b) in the case of Belgium:
 - (i) with respect to taxes due at source, on income credited or payable on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention entered into force;
 - (ii) with respect to other taxes on income, on income of taxable periods beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention entered into force; and
 - (iii) with respect to other taxes, on taxes due in respect of taxable events taking place on or after January 1 in the calendar year next following that in which the Convention entered into force.
3. The Convention between the Kingdom of Belgium and Japan for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income signed at Tokyo on March

28, 1968, as amended by the Protocol signed at Brussels on November 9, 1988 and the Protocol signed at Brussels on January 26, 2010 (hereinafter referred to as “the prior Convention”), shall cease to be applicable from the date upon which this Convention applies in respect of the taxes to which this Convention applies in accordance with the provisions of paragraph 2.

4. The prior Convention shall terminate on the last date on which it applies in accordance with this Article.
5. Notwithstanding the entry into force of this Convention, an individual who is entitled to the benefits of Article 20 of the prior Convention at the time of the entry into force of this Convention shall continue to be entitled to such benefits until such time as the individual would have ceased to be entitled to such benefits if the prior Convention had remained in force.

Article 31 TERMINATION

This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination to the other Contracting State at least six months before the end of any calendar year beginning after expiry of five years from the date of entry into force of the Convention. In such event, the Convention shall cease to have effect:

- (a) in the case of Japan:
 - (i) with respect to taxes levied on the basis of a taxable period, for taxes for any taxable period beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice is given; and
 - (ii) with respect to taxes levied not on the basis of a taxable period, for taxes levied on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice is given; and
- (b) in the case of Belgium:
 - (i) with respect to taxes due at source, on income credited or payable on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice of termination is given;
 - (ii) with respect to other taxes on income, on income of taxable periods beginning on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice of termination is given; and
 - (iii) with respect to other taxes, on taxes due in respect of taxable events taking place on or after January 1 in the calendar year next following that in which the notice of termination is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Tokyo this twelfth day of October, 2016 in the English language.

PROTOCOL

At the moment of signing the Convention between the Kingdom of Belgium and Japan for the Elimination of Double Taxation with respect to Taxes on Income and the Prevention of Tax Evasion and Avoidance (hereinafter referred to as “the Convention”), the undersigned have agreed upon the following provisions which shall form an integral part of the Convention.

1. It is understood that a general mutual agreement reached by the competent authorities of the Contracting States within the framework of paragraph 3 of Article 25 of the Convention shall be taken into account in the interpretation and application of the Convention.

2. With reference to paragraph 1 of Article 4 of the Convention:

It is understood that a person is “liable to tax” in a Contracting State even where the tax laws of that Contracting State provide that all or part of its income is exempted from tax or that such person is only subjected to tax with respect to some types of income.

3. With reference to paragraphs 1 and 2 of Article 14 of the Convention:

It is understood that an employment is exercised in the place where the employee is physically present when performing the activities for which the salaries, wages and other similar remuneration are paid, irrespective of the place in which the contract of employment was concluded, the residency of the employer or of the person paying the remuneration, the place of payment of the remuneration, or the place where the results of the employee’s work are exploited.

4. With reference to subparagraph (a) of paragraph 2 of Article 23 of the Convention:

For the application of that subparagraph;

- (a) an item of income is effectively taxed in Japan where such item of income is subjected to tax in Japan and does not benefit from an exemption from tax therein.
- (b) an item of income is taxed in Japan where such item of income is subjected in Japan to the tax regime that is normally applicable to such item of income according to the tax laws of Japan.

5. With reference to subparagraph (e) of paragraph 2 of Article 23 of the Convention:

For the application of the credit allowed under that subparagraph, the dividends included in the aggregate income for Belgian tax purposes shall include the Japanese tax charged on such dividends in accordance with paragraph 2 of Article 10 of the Convention.

6. With reference to paragraph 3 of Article 25 of the Convention:

It is understood that the second sentence of that paragraph does not allow the Contracting States to eliminate double taxation where the provision of such relief would contravene the provisions of their respective domestic laws or other applicable tax treaties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Tokyo this twelfth day of October, 2016 in the English language.